



REPUBLIQUE GABONAISE
UNION-TRAVAIL-JUSTICE

MINISTERE DE LA REFORME DES INSTITUTIONS

Appel d'Offres Ouvert National

N°03/MRI/SG/REHABILITATION BATIMENT SG/2024

**Réhabilitation du Bâtiment abritant le Secrétariat
Général du Ministère de la Réforme des Institutions**

Lot unique

AOUT 2024



INSTRUCTIONS AUX SOUSSIONNAIRES



Instructions aux soumissionnaires

A. Introduction

1. Portée de la soumission

- 1.1 Le Maître de l’Ouvrage, tel que défini dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO), lance un appel d’offres pour la réalisation des travaux brièvement définis dans les DPAO et décrits dans les spécifications techniques et les plans du Dossier d’appel d’offres. Le nom du projet ainsi que le numéro d’identification de l’appel d’offres figurent dans les DPAO.
- 1.2 Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres :
 - a) les termes “soumission” et “offre” et leurs dérivés sont synonymes ;
 - b) le terme “par écrit” signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ; et
 - c) le terme “jour” désigne un jour calendaire.

2. Origine des fonds et budget alloué

- 2.1 Les paiements autorisés par le Maître de l’Ouvrage au titre du marché pour lequel le présent appel d’offres est lancé (ci-après dénommé le Marché) seront couverts par la source de financement du projet définie dans les DPAO.
- 2.2 Le budget alloué au projet est spécifié dans les DPAO.

3. Soumissionnaires admis à concourir

- 3.1 L’appel d’offres s’adresse à tout soumissionnaire répondant aux trois (3) critères ci-après :
 - a) ne pas être concerné par les critères d’exclusion de l’article 93 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.
 - b) ne pas être affilié à une société ou entité :
 - (i) qui a fourni des services de conseil pendant la phase préparatoire des Travaux ou du projet dont les Travaux font partie ou
 - (ii) qui a été engagée (ou serait engagée) comme Maître d’Œuvre au titre du Marché ;
 - c) ne pas avoir fait l’objet d’une décision d’exclusion pour corruption, collusion ou manœuvres frauduleuses prise en application des dispositions de l’article 247 du Code des Marchés Publics.
- 3.2 Les soumissionnaires fourniront toutes les pièces établissant leur admissibilité à concourir que le Maître de l’Ouvrage peut exiger. La liste de ces pièces figure dans les DPAO.
- 3.3 Les entreprises publiques sont admissibles si elles répondent de plus aux critères suivants : être juridiquement et financièrement autonomes, exécuter leurs activités dans le cadre du droit commercial et ne pas être placées sous la tutelle ou l’autorité directe ou indirecte du Maître de l’Ouvrage.

4. Matériaux, matériels,

- 4.1 Les matériaux, les matériels de l’Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché

**fournitures,
équipements et
services autorisés**

peuvent provenir de tout pays, sauf mention contraire stipulée dans les DPAO.

4.2 Aux fins de la Clause 4.1 ci-dessus, le terme “provenance” désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d’où proviennent les services. Le terme “service” désigne notamment des services tels que la maintenance, l’assurance, le transport, l’installation et la formation.

**5. Qualification du
Soumissionnaire**

5.1 En application des dispositions des articles 89 à 92 du Code des Marchés Publics, le soumissionnaire doit justifier aux fins d’attribution du marché, de ses capacités juridiques, techniques et financières et qu’il est à jour de toutes ses obligations fiscales et parafiscales.

5.2 Pour des travaux dont l’exécution requiert une expérience générale de l’entreprise en matière de construction, le soumissionnaire doit, pour être qualifié, satisfaire aux critères tels que définis dans les DPAO.

5.3 L’existence d’une série régulière de litiges et de sentences arbitrales à l’encontre du soumissionnaire ou de l’un ou l’autre membre d’un groupement d’entreprises peut conduire à la disqualification.

5.4 Pour répondre à un appel d’offres, deux ou plusieurs entreprises peuvent se mettre en groupement. La déclaration de constitution de groupement doit préciser s’il s’agit d’un groupement conjoint ou solidaire. Dans les deux cas, l’accord de groupement doit préciser le chef de file ou mandataire, le rôle et les titres de chaque membre. Chaque membre est tenu de fournir les mêmes pièces.

Les soumissions présentées par un groupement d’entreprises doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a) l’offre et l’Acte d’engagement (lorsque l’offre a été retenue) doivent être signés de façon à engager tous les membres du groupement ;
- b) le mandataire commun doit être habilité à assumer les responsabilités et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun des membres du groupement. L’ensemble de l’exécution du Marché ainsi que les paiements se feront exclusivement avec lui ;
- c) une copie de l’accord de groupement conclu entre les membres du groupement doit être jointe à la soumission.

5.5 Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions de méthodes de travail et de calendrier de travaux assez détaillées pour démontrer qu’elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d’exécution visés à la Clause 18.1 des Instructions aux soumissionnaires (IS).

5.6 Les entreprises gabonaises et les groupements d’entreprises

gabonaises peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale de dix (10) pour cent lors de l'évaluation des offres telle que spécifiée dans les DPAO. A cet effet, ils doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à la Clause 32 des IS.

6. Une offre par Soumissionnaire

6.1 Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre pour un appel d'offres, à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises. Un soumissionnaire qui présente plusieurs offres sera disqualifié.

7. Frais de soumission

7.1 Le Soumissionnaire supportera tous les frais liés à la préparation et à la remise de son offre. Le Maître de l'Ouvrage ne sera en aucun cas responsable de ces frais. Il n'est tenu ni de les payer ni de les rembourser quelle que soit l'issue de la procédure d'appel d'offres.

8. Visite du site des travaux

8.1 Il est recommandé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs afin d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la signature d'un marché pour l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

8.2 Le Maître de l'Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, de toute responsabilité pouvant en résulter et l'indemnisent si nécessaire. Durant la visite, le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus, si sa responsabilité est établie.

8.3 Au terme de cette visite du site des travaux, le soumissionnaire présentera un rapport diagnostic de l'état des lieux et/ou un certificat de visite de site, tel(s) que précisé(s) dans les DPAO.

8.4 Le Maître de l'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnée à la Clause 19 des IS.

B. Dossier d'Appel d'Offres

9. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

9.1 Sous réserve d'un additif publié conformément à la Clause 11 des IS, le Dossier d'Appel d'Offres comprend les documents énumérés ci-après:

- a) Instructions aux Soumissionnaires (IS) ;
- b) Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) ;
- c) Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;
- d) Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- e) Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ;
- f) Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou Cahier des Spécifications Techniques (CST) ;
- g) Cahier des Clauses Environnementales (CCE) ;



- h) Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- i) Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
- j) Plans, croquis ou descriptif de l'ouvrage ;
- k) Modèles de formulaires, notamment :
 - modèle de soumission et annexes ;
 - modèle de garantie d'offres ;
 - modèle quitus de la caisse nationale de sécurité sociale ;
 - modèle quitus de la caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale ;
 - modèle de certificat de visite de site ;
 - modèle de formulaire des données sur le chiffre d'affaires ;
 - modèle de formulaire de la capacité de financement /disponibilité d'un fond de roulement : modèles de certificats de disponibilité de liquidités, de nantissement de créances et de capacité d'endettement ;
 - modèle de formulaire de l'expérience en travaux ;
 - modèle de formulaire de la situation financière ;
 - modèle de formulaire de la disponibilité du matériel ;
 - modèle de formulaire du personnel proposé ;
 - modèle de formulaire de déclaration sur l'honneur ;
 - cadre du sous-détail des prix unitaires ;
 - exemple de calcul d'un prix unitaire ;
 - modèle de formulaire de plan de charges de l'entreprise.

9.2 Le Maître de l'Ouvrage ne peut être tenu responsable de l'intégralité du Dossier d'Appel d'Offres et de ses additifs, s'ils n'ont pas été obtenus directement de lui ou d'un agent autorisé par lui.

9.3 Le soumissionnaire doit fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'Appel d'Offres. Tout manquement peut entraîner le rejet de son offre tel que spécifié dans les DPAO.

10. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres

10.1 Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande par écrit au Maître de l'Ouvrage, à l'adresse indiquée dans les DPAO, au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date d'ouverture des plis. Le Maître de l'Ouvrage répondra dans les mêmes formes, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables, à toute demande d'éclaircissement reçue. Une copie de la réponse du Maître de l'Ouvrage, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

11. Modification du Dossier d'Appel d'Offres

11.1 Avant la date fixée pour le dépôt des offres, le Maître de l'Ouvrage peut modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

11.2 Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à la Clause 9.1 des IS et doit être



communiqué par écrit à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître de l'Ouvrage par écrit télégramme, télécopie ou par courriel.

- 11.3 Pour donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître de l'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de la Clause 22 des IS.

C. Préparation des offres

12. Langue de l'offre

- 12.1 L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître de l'Ouvrage seront rédigés en français.
- 12.2 Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français des passages concernant l'offre, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

13. Documents constitutifs de l'offre

- 13.1 L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents suivants :
- a) soumission et annexes ;
 - b) garantie d'offres ;
 - c) bordereau des prix unitaires ;
 - d) détail quantitatif et estimatif ;
 - e) offres variantes si elles sont sollicitées ;
 - f) agrément de commerce ou fiche circuit ;
 - g) formulaire des données sur le chiffre d'affaires dûment rempli et signé ;
 - h) formulaire de la situation financière dûment rempli et signé ;
 - i) formulaire de la disponibilité du matériel dûment rempli et signé ;
 - j) formulaire de la capacité de financement/disponibilité d'un fond de roulement dûment rempli et signé ;
 - k) formulaire de l'expérience en travaux dûment rempli et signé accompagné des certificats de bonne fin ou équivalents ;
 - l) formulaire du personnel proposé dûment rempli et signé accompagné des CV et diplômes ;
 - m) attestation CNSS en cours de validité ;
 - n) attestation CNAMGS en cours de validité ;
 - o) attestation d'imposition ou de situation fiscale en cours de validité ;
 - p) attestation de non faillite datant de moins de 6 mois ;
 - q) **accusé de Réception du Formulaire de Divulgence des**

Bénéficiaires Effectifs des Candidats aux Marchés Publics délivré par la Direction Générale des Marchés Publics

- r) bilans certifiés du nombre des dernières années précisées dans le DPAO ;
- s) un certificat de visite du site et/ou un rapport diagnostic de l'état des lieux ;
- t) cadre de sous-détail des prix dûment rempli et signé ;
- u) quittance de paiement du DAO ;
- v) toute autre information ou document devant être rempli ou présenté par les soumissionnaires tel que spécifié dans les DPAO. Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les documents et modèles correspondants inclus dans le DAO, sous réserve des modifications apportées auxdits documents et des dispositions de la Clause 17.2 des IS concernant les autres formes possibles de garantie d'offres.
 - (a) Si, conformément aux dispositions des DPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour le présent Marché en même temps que pour d'autres lots inclus dans le même Appel d'Offres, ils devront l'indiquer dans la soumission, ainsi que les rabais offerts, le cas échéant, en cas d'attribution de plus d'un marché.

- 14. Montant de l'offre**
- 14.1 Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le Marché couvrira l'ensemble des Travaux décrits dans la Clause 1.1 des IS, sur la base du Bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif chiffrés présentés par le Soumissionnaire.
 - 14.2 Le Soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du Bordereau de prix et du détail quantitatif et estimatif. Les postes pour lesquels le Soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires ne feront l'objet d'aucun paiement par le Maître de l'Ouvrage après exécution et seront supposés couverts par d'autres prix du détail quantitatif et estimatif.
 - 14.3 Sous réserve des dispositions contraires prévues aux DPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par l'Entrepreneur au titre du Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le Soumissionnaire.
 - 14.4 Les prix indiqués par le Soumissionnaire seront fermes durant l'exécution du Marché, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 176 du Code des Marchés Publics, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les DPAO et le CCAP. Dans ce cas, le Soumissionnaire devra fournir les indices et paramètres retenus pour les formules de révision de prix en annexe à la soumission et présenter avec son offre tous les renseignements complémentaires. Le Maître de l'Ouvrage peut exiger du Soumissionnaire de justifier les paramètres qu'il propose.
- 15. Monnaies de soumission et de règlement**
- 15.1 Le Soumissionnaire libellera entièrement les prix du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif tel que spécifié dans les DPAO. Le soumissionnaire qui compte engager les dépenses dans



d'autres monnaies, dénommées monnaies étrangères, pour la réalisation des travaux, indiquera en annexe à la soumission, le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaire pour couvrir les besoins en monnaie étrangère.

- 15.2 Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en Franc CFA seront spécifiés par le Soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.
- 15.3 Les Soumissionnaires indiqueront dans l'offre les détails de leurs besoins escomptés en devises.
- 15.4 Le Maître de l'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires d'expliquer leurs besoins en Franc CFA et en monnaies étrangères et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables et conformes aux dispositions de la Clause 15.2 des IS. A cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le Soumissionnaire.
- 15.5 Durant l'exécution des Travaux, la part en monnaies étrangères restant à payer sur le Montant du Marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du Marché.
- 15.6 Le Soumissionnaire retenu pourra être requis de soumettre une décomposition des prix forfaitaires et un sous-détail des prix unitaires.

16. Validité des offres

- 16.1 Les offres demeureront valides pour la durée indiquée aux DPAO à partir de la date de dépôt des plis spécifiée à la Clause 25 des IS.
- 16.2 Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, le Maître de l'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. Celle-ci ne peut excéder trente (30) jours. La demande et les réponses doivent être faites par écrit.

Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre la garantie d'offres. Le Soumissionnaire qui accepte de proroger la durée de validité de son offre ne peut modifier son offre, mais il doit proroger la durée de validité de la garantie d'offres en conséquence et ce, conformément aux dispositions de la Clause 17 des IS.

17. Garantie d'Offre ou de soumission

- 17.1 Le Soumissionnaire joindra à son offre une garantie d'offre, d'un montant compris entre 1 et 2% du montant de l'offre en Franc CFA ou d'un montant équivalent dans une monnaie librement convertible, tel qu'indiqué aux DPAO.
- 17.2 La garantie de soumission se présentera sous l'une des formes ci-après, au choix du soumissionnaire :
- a) une garantie bancaire à première demande émise par une banque,



- une compagnie d'assurance ou un organisme de caution ;
- b) un crédit documentaire irrévocable ;
- c) un chèque de banque ou chèque certifié ;
- d) toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les DPAO.

Si la garantie de soumission fournie par le soumissionnaire est émise par une banque, une société d'assurance ou tout autre organisme de caution situé en dehors du pays du Maître de l'Ouvrage, l'institution émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays du Maître de l'Ouvrage afin d'en permettre l'exécution, le cas échéant.

La garantie sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres. La garantie d'offre demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître de l'Ouvrage et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la Clause 16.2 des IS.

- 17.3 Sera considérée comme non conforme, toute offre non accompagnée d'une garantie d'offres acceptable. Dès lors, elle sera rejetée par le Maître de l'Ouvrage.

La garantie d'offre d'un groupement d'entreprises peut être établie au nom du groupement ou au nom de l'un des membres du groupement ou chaque membre du groupement.

- 17.4 Les garanties d'offres des soumissionnaires non qualifiés seront restituées ou libérées par une mainlevée de l'Autorité Contractante dès la notification des résultats.

Les garanties d'offres des soumissionnaires non retenus seront restituées ou libérées par une mainlevée de l'Autorité Contractante dès la signature du marché.

- 17.5 La garantie d'offres de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le contrat contre remise, le cas échéant, de la garantie de bonne exécution.

- 17.6 La garantie d'offres peut être saisie :

- a) si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité, excepté dans le cas mentionné à la Clause 24.2 des IS;
- b) si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 29.2 des IS;
- c) si l'attributaire du Marché ne parvient pas, dans les délais fixés,
 - (i) à signer le contrat, ou
 - (ii) à fournir la garantie de bonne exécution requise.

18. Variantes

- 18.1 Lorsque les travaux peuvent être réalisés dans des délais d'exécution variables, les DPAO préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le



Soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés.

Ces variantes aux délais d'exécution pourront être notamment évaluées comme suit : [préciser la méthode d'application des variantes au délai d'exécution sous forme d'un montant spécifique, par semaine de retard à partir d'un délai d'exécution standard ou minimum, montant lié au préjudice estimé du Maître de l'Ouvrage. Le montant ne doit pas dépasser le montant cumulé des pénalités de retard figurant au CCAP].

18.2 Excepté le cas mentionné à la Clause 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître de l'Ouvrage telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres. En outre, ils doivent fournir tous les renseignements dont le Maître de l'Ouvrage a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tout autre détail utile. Le Maître de l'Ouvrage n'examinera, le cas échéant, que les variantes techniques du Soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18.3 Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant les DPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications Techniques. De telles variantes seront évaluées par le Maître de l'Ouvrage suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de la Clause 31 des IS.

19. Réunion préparatoire à l'établissement des offres

19.1 Le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieu, date et heure indiqués dans les DPAO.

19.2 La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et de répondre à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, afin qu'elle parvienne au Maître de l'Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Si le Maître de l'Ouvrage ne peut répondre au cours de la réunion aux questions reçues tardivement, dans ce cas, les questions posées et réponses seront transmises selon les modalités de la clause suivante.

19.4 Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à la Clause 9.1 des IS qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître de l'Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de la Clause 11 des IS, et non par le canal du procès-verbal de la réunion préparatoire.

19.5 L'absence d'un soumissionnaire à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.



- 20. Forme et signature de l'offre**
- 20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à la Clause 13 des IS, en un volume contenant la soumission et ses annexes, portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les DPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- 20.2 L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- 20.3 L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. Dépôt des offres

- 21. Fermeture et marquage des offres**
- 21.1 Pour chaque proposition, les candidats doivent préparer le nombre d'exemplaires indiqué dans les DPAO. Les offres doivent porter la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas. En cas de différence entre les exemplaires des offres, c'est l'original qui fait foi.
- 21.2 Les offres du soumissionnaire doivent être contenues dans un grand pli fermée et portant l'adresse de soumission et les renseignements sur le projet (intitulé, numéro de l'appel d'offres et le lot concerné, si nécessaire), ainsi que la mention « À OUVRIR UNIQUEMENT EN SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS ».
- Ce grand pli contient trois enveloppes, dont la première comprend le dossier juridique de l'entreprise, la seconde l'offre technique et la dernière, l'offre financière. Chaque enveloppe doit contenir l'original et toutes les copies de l'offre.
- 21.3 L'offre dûment établie doit être remise à l'adresse indiquée aux DPAO.
- 21.4 Si l'enveloppe extérieure n'est pas fermée et marquée comme indiqué ci-dessus, le Maître de l'Ouvrage n'est en aucun cas tenu responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément. Si l'enveloppe extérieure porte l'identité du Soumissionnaire, l'offre sera systématiquement rejetée.
- 22. Date et heure limites de dépôt des offres**
- 22.1 Le Maître de l'Ouvrage doit recevoir les offres à l'adresse spécifiée à la Clause 21.3 des IS, au plus tard aux date et heure stipulées aux DPAO.
- 22.2 Le Maître de l'Ouvrage peut, dans des circonstances exceptionnelles et à sa discrétion, proroger la date limite fixée pour le dépôt des offres



en publiant un rectificatif conformément aux dispositions de la Clause 11 des IS. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître de l'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

23. Offres hors délai

23.1 Toute offre reçue par le Maître de l'Ouvrage après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à la Clause 22 des IS sera retournée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.

24. Modification, substitution et retrait des offres

24.1 Le Soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présentée, sous réserve que le Maître de l'Ouvrage reçoive notification écrite de la modification ou du retrait avant les date et heure limites de dépôt des offres.

24.2 La notification de modification ou retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera rédigée, fermée, marquée et remise conformément aux dispositions de la Clause 21 des IS, les enveloppes extérieure et intérieure portant en plus la mention "MODIFICATION", ou "RETRAIT," selon le cas. Le retrait peut être également notifié par courriel, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée dont la date ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le cachet postal faisant foi.

24.3 Aucune offre ne peut être modifiée par le Soumissionnaire après les date et heure limites de remise des soumissions.

24.4 Le retrait d'une offre entre la date limite fixée pour le dépôt des offres et l'expiration du délai de validité des offres spécifiée dans la Clause 16 des IS peut entraîner la saisie de la garantie d'offres conformément aux dispositions de la Clause 17.6 des IS.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

25. Ouverture des plis

25.1 Le Maître de l'Ouvrage ouvrira les plis, y compris les modifications effectuées conformément aux dispositions de la Clause 24 des IS, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister aux date, heure et adresse stipulées aux DPAO. Les représentants des soumissionnaires présents signeront une fiche attestant leur présence.

25.2 Les enveloppes marquées "RETRAIT" seront ouvertes et lues en premier. Les offres qui ont fait l'objet d'une notification acceptable de retrait conformément à la Clause 24 des IS ne sont pas ouvertes.

Ensuite, les enveloppes portant la mention «MODIFICATION» sont ouvertes et leur contenu lu en public.

25.3 Les enveloppes contenant le dossier juridique, l'offre technique et l'offre financière sont ouvertes simultanément par la Commission d'Evaluation des Offres.

Le Maître de l'Ouvrage annoncera les noms des soumissionnaires, les montants des offres, y compris toute variante, les rabais éventuels, la présence (ou l'absence) de garantie d'offre et toute



autre information que le Maître de l’Ouvrage peut juger appropriée. Aucune offre ne sera rejetée à l’ouverture des plis, à l’exception des offres portant l’identité du soumissionnaire et celles reçues hors délai, conformément aux Clauses 21 et 23 des IS.

25.4 Le Maître de l’Ouvrage établira le procès-verbal de l’ouverture des plis, qui comporte notamment les informations communiquées aux soumissionnaires présents conformément aux dispositions de la Clause 25.3 ci-dessus. 25.5 Les offres qui n’ont pas été ouvertes ou dont le montant n’a pas été lu lors de la séance d’ouverture des plis ne sont en aucun cas soumises à l’évaluation.

26. Caractère confidentiel de la procédure

26.1 Aucune information relative à l’examen, aux éclaircissements, à l’évaluation et à la comparaison des offres, et aux recommandations concernant l’attribution du marché ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas à cette procédure avant l’annonce de l’attribution du marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer le Maître de l’Ouvrage ou l’un des membres de la commission d’évaluation des offres, dans l’examen des soumissions ou la décision d’attribution entraînera le rejet de son offre.

27. Eclaircissements apportés aux offres et contacts avec le Maître de l’Ouvrage

27.1 Pour faciliter l’examen, l’évaluation et la comparaison des offres, le Maître de l’Ouvrage peut, s’il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre, y compris un sous-détail des prix unitaires. La demande d’éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n’est recherché, offert ou autorisé, sauf si c’est nécessaire pour confirmer la correction d’erreurs de calcul découvertes par le Maître de l’Ouvrage lors de l’évaluation des soumissions conformément aux dispositions de la Clause 29 des IS.

27.2 Sous réserve des dispositions de la Clause 27.1 ci-dessus, les soumissionnaires ne contacteront pas le Maître de l’Ouvrage pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l’ouverture des plis et l’attribution du marché.

28. Examen des offres et détermination de leur conformité

28.1 Avant d’effectuer l’évaluation détaillée des offres, le Maître de l’Ouvrage vérifiera que chaque offre :

- (i) a été dûment signée;
- (ii) est accompagnée des garanties requises;
- (iii) est conforme pour l’essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d’Appel d’Offres ; et
- (iv) présente toute précision et/ou justification que le Maître de l’Ouvrage peut exiger pour déterminer sa conformité, selon les dispositions de la Clause 28.2 ci-dessous. De plus, le Soumissionnaire, s’il en est requis, devra fournir tout élément de justification, conformément aux Clauses 15.4 et 15.6 des IS.

28.2 Une offre est dite conforme pour l’essentiel lorsqu’elle satisfait aux



stipulations, spécifications et conditions du DAO, sans comporter de divergences, de réserves ou d'omissions substantielles. Les divergences, réserves ou omissions substantielles sont celles qui auraient pour effet d'empêcher totalement ou partiellement l'exécution du marché dans les conditions fixées dans le DAO, notamment de (i) limiter de manière déterminante la portée, la qualité ou les performances des travaux spécifiés dans le DAO ; (ii) limiter les droits du maître d'ouvrage ou les obligations du soumissionnaire ; (iii) porter préjudice aux autres soumissionnaires ayant présenté des offres conformes.

Le Maître de l'Ouvrage déterminera si l'offre est conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

28.3 Si une soumission n'est pas conforme, elle sera rejetée par le Maître de l'Ouvrage et ne peut être par la suite rendue conforme par la correction ou le retrait subséquent de la divergence ou réserve qui la rendait non conforme.

29. Correction des erreurs

29.1 Le Maître de l'Ouvrage vérifiera les offres reconnues conformes au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. Le Maître de l'Ouvrage corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a) lorsqu'il y a une différence entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant ne soit entaché d'une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra ;
- b) lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fera foi, à moins que le Maître de l'Ouvrage estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le prix total tel qu'il est présenté fera foi et le prix unitaire sera corrigé ;
- c) lorsque le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera rectifié

29.2 Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par le Maître de l'Ouvrage, conformément à la procédure susmentionnée pour la correction des erreurs et, avec l'accord du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé engager le Soumissionnaire. Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie d'offres pourrait être saisie conformément aux dispositions de la Clause 17.6 (b) des IS.

30. Conversion en une seule monnaie

30.1 Pour la comparaison des offres, le montant de la soumission sera d'abord décomposé dans les montants respectifs payables en diverses monnaies, à l'aide des taux de change spécifiés à la Clause 15.2 des IS.

30.2 Dans une seconde étape, le Maître de l'Ouvrage convertira les montants en diverses monnaies dans lesquelles le montant de la soumission est payable (non compris les sommes provisionnelles,



mais y compris le montant des travaux en régie lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive) soit :

- a) en Franc CFA en utilisant les cours vendeurs établis pour de semblables transactions par l'institution mentionnée aux DPAO et à la date stipulée aux DPAO; ou
- b) dans une monnaie couramment utilisée pour les transactions internationales, telle que le dollar des Etats-Unis ou l'Euro, définie dans les DPAO, au taux de change vendeur publié dans la presse internationale, comme stipulé aux DPAO et à la date précisée aux DPAO, pour les montants payables en monnaies étrangères; et au taux de change vendeur établi pour de semblables transactions par l'autorité spécifiée à la Clause 30.2 (a) ci-dessus, à la date précisée aux DPAO, pour les montants payables en Franc CFA.

31. Évaluation des offres

- 31.1 Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de la Clause 28 des IS, seront évaluées et comparées par le Maître de l'Ouvrage.
- 31.2 La Commission d'Evaluation des Offres évalue les offres sur la base des critères retenus aux DPAO.
- 31.3 La Commission d'Evaluation des Offres établit si les offres financières sont complètes et ne comportent pas d'erreur. Sinon, elle corrige toute erreur de calcul, procède aux ajustements appropriés pour refléter les rabais ou autres modifications de prix proposés et convertit les prix exprimés en diverses monnaies dans la monnaie spécifiée dans les DPAO. Les taux de change officiels utilisés à cet effet, fournis par la source indiquée dans les DPAO, sont ceux de la date spécifiée dans les DPAO. L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales dus au titre de la législation gabonaise et applicables aux candidats étrangers et non résidents (dus au titre du Marché, sauf exonération).
- 31.4 Le Maître de l'Ouvrage retient l'offre évaluée la moins-disante parmi les candidats jugés techniquement capables de réaliser les travaux de façon satisfaisante.

32. Préférence nationale et communautaire

- 32.1 Si cette disposition est mentionnée aux DPAO, certaines entreprises gabonaises et/ou communautaires peuvent bénéficier d'une marge de préférence de dix (10) pour cent aux fins d'évaluation des offres. Les dispositions suivantes s'appliqueront.
- 32.2 Les soumissionnaires bénéficiant de la marge de préférence nationale devront fournir toutes les pièces permettant d'établir qu'ils répondent au moins à l'un des critères ci-après dans la comparaison de leurs offres avec celles des soumissionnaires qui n'en bénéficient pas et remplir les autres critères mentionnés aux DPAO, le cas échéant. A cet effet, ils doivent être soit :
 - a) une personne physique ou morale de droit gabonais ;
 - b) une personne physique ou morale justifiant d'une activité économique sur le territoire gabonais ;



- c) une petite et moyenne entreprise nationale dont le capital est détenu majoritairement par des personnes de nationalité gabonaise ou de droit gabonais ;
 - d) des groupements d'entreprises associant des entreprises gabonaises ou prévoyant une importante sous-traitance aux nationaux ;
 - e) libre d'un quelconque accord par lequel une part importante des profits nets ou autres avantages tangibles reviendrait ou serait payée à des personnes non éligibles ;
- 32.3 Les groupements constitués d'entreprises gabonaises et étrangères sont admis à bénéficier de la marge de préférence, à condition que le ou les membres gabonais :
- a) remplissent individuellement les conditions leur permettant de bénéficier de la préférence;
 - b) aient un intérêt d'au moins cinquante (50) pour cent aux résultats du groupement, selon les dispositions de l'accord de groupement relatives au partage des profits et pertes;
 - c) réalisent, dans le cadre des arrangements proposés, au moins cinquante (50) pour cent de la valeur des Travaux, sans compter les sommes provisionnelles (sous réserve que le ou les membres nationaux soient qualifiés pour exécuter ce volume de Travaux, conformément aux critères de la Clause 5.2 des IS). Ces cinquante (50) pour cent doivent exclure les matériaux ou équipements qui seront importés par le partenaire national; et
 - d) remplissent les autres critères mentionnés aux DPAO, le cas échéant.
- 32.4 Pour appliquer la marge de préférence, la méthode suivante sera utilisée :
- a) Après conversion des soumissions en une seule monnaie, conformément aux dispositions de la Clause 30.2 (a) des IS, les offres conformes seront classées dans les groupes suivants :
 - (i) Groupe A : offres présentées par des soumissionnaires nationaux et des groupements d'entreprises répondant aux critères énoncés dans les Clauses 32.2 et 32.3 ci-dessus, respectivement; et
 - (ii) Groupe B : toutes les autres offres.
 - b) Aux seules fins d'évaluation et de comparaison des offres, un montant égal à dix (10) pour cent des montants évalués des soumissions, déterminés conformément aux dispositions des alinéas (a) à (e) de la Clause 32.2 des IS, sera ajouté à toutes les soumissions classées dans le Groupe B.
- 32.5 Les variantes, lorsqu'elles sont demandées ou autorisées, seront



évaluées séparément, conformément aux dispositions de la Clause 18 des IS et seront sujettes à l'application de la marge de préférence nationale conformément à la Clause 32.4 ci-dessus.

- 32.6 Pour la préférence communautaire, les bénéficiaires doivent être ressortissants de l'espace de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

On entend par entreprise ressortissante de l'espace CEMAC tout soumissionnaire résident fiscal en République gabonaise ou dans l'un des Etats membres de la CEMAC.

- 32.7 Par dérogation aux dispositions ci-dessus visées et dans le cas d'un marché d'une collectivité locale ou de l'un de ses établissements publics, le candidat étranger qui n'est pas une entreprise communautaire ou nationale et qui aura prévu de sous-traiter au moins trente pour cent de la valeur globale du marché à une entreprise gabonaise peut bénéficier d'une marge de préférence qui ne peut être supérieure à quinze pour cent.

- 32.8 Pour leur mise en œuvre, se référer aux dispositions des articles 119 à 123 du Code des Marchés Publics.

F. Attribution du Marché

33. Attribution

- 33.1 Sous réserve de la Clause 34 des IS, la Commission d'Evaluation des Offres attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue pour l'essentiel conforme au Dossier d'Appel d'Offres et qui a soumis l'offre évaluée la moins-disante, selon les Clauses 31 et 32 des IS, sous réserve que :

- ledit Soumissionnaire ait été jugé (i) éligible conformément aux dispositions de la Clause 3.1 des IS; et (ii) qualifié conformément aux dispositions de la Clause 5 des IS ;
- son offre ne soit pas anormalement basse.

- 33.2 Si, selon la Clause 13.2 des IS, l'appel d'offres porte sur plusieurs marchés, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres marchés à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un marché.

- 33.3 Si, selon la Clause 18.3 des IS, les soumissionnaires ont été autorisés à soumettre des variantes techniques, les dispositions de la Clause 33.1 ci-dessus s'appliqueront à l'offre basée sur ladite variante .



- 34. Appel d'offres infructueux**
- 34.1 Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure d'appel d'offres s'il n'a pas obtenu des offres acceptables. Dans ce cas, l'appel d'offres est déclaré infructueux. Le Maître de l'Ouvrage est tenu de lancer une autre consultation conformément aux dispositions des articles 117 et 118 du code des marchés publics.
- 35. Droit du Maître de l'Ouvrage d'annuler la procédure**
- 35.1 Le Maître de l'Ouvrage peut, pour des raisons d'intérêt général, arrêter ou annuler la procédure d'appel d'offres, conformément aux dispositions de l'article 129 du Code des Marchés Publics.
- 35.2 Aucune décision d'annulation ne peut intervenir au cours de l'évaluation des offres.
- 36. Notification de l'attribution du marché**
- 36.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le Maître de l'Ouvrage, ce dernier notifiera à l'attributaire du Marché par écrit que sa soumission a été acceptée.
- 36.2 La notification de l'attribution du Marché constitue le point de départ de la formation du Marché.
- 36.3 De même, le Maître de l'Ouvrage informera dans les cinq (5) jours ouvrables, après la publication des résultats, les autres soumissionnaires que leurs offres n'ont pas été retenues et les motifs du rejet. Ensuite il leur restituera leurs garanties d'offres, conformément aux dispositions de la Clause 17.4 des IS.
- 37. Signature du marché**
- 37.1 Le Maître de l'Ouvrage, après un délai de dix (10) jours ouvrables suivant la date de publication des résultats, va procéder à la mise au point du marché, sa signature, puis son approbation, conformément aux dispositions de l'article 130 du Code des Marchés Publics. A cet effet, il enverra à l'attributaire du Marché, le projet de marché (convention).
- 37.2 Dans les trente (30) jours suivant la réception du projet de Marché, l'attributaire du Marché le signera et le renverra au Maître de l'Ouvrage, accompagné de la garantie de bonne exécution requise.
- 38. Garantie de bonne exécution**
- 38.1 Dans les trente (30) jours suivant la réception de la notification d'attribution du marché, l'attributaire fournira au Maître de l'Ouvrage une garantie de bonne exécution, sous la forme stipulée aux DPAO, conformément au modèle de garantie fourni dans le Dossier d'Appels d'Offres, ou sous toute autre forme acceptable par le Maître de l'Ouvrage.
- 38.2 La garantie de bonne exécution fournie par l'attributaire du Marché sous forme de garantie bancaire, sera émise soit (a) au choix de l'attributaire, par une banque située au Gabon, soit (b) avec l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage, directement



par une banque étrangère agréée par l'Autorité compétente en République Gabonaise.

39. Corruption ou manœuvres frauduleuses

38.3 Si l'attributaire du Marché ne remplit pas les conditions stipulées dans les Clauses 37, 38.1 ou 38.2 des IS, l'attribution du Marché sera annulée et la garantie de l'offre saisie. Le Maître de l'Ouvrage pourra alors attribuer le Marché au Soumissionnaire classé second lors de l'évaluation des offres.

39.1 En application des dispositions de l'article 246 du Code des Marchés Publics, l'administration centrale en charge des marchés publics rejettera toute proposition d'attribution de marché s'il est établi que :

- a) le soumissionnaire a délibérément introduit des informations erronées dans son dossier de candidature ;
- b) l'attributaire proposé est coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses en vue de l'obtention ou pendant l'exécution du marché.

Dans ce cas, l'Entreprise se voit interdire toute participation aux marchés publics pour une période déterminée par décision de l'Agence de Régulation des Marchés Publics conformément aux dispositions des articles 247 et suivants du Code des Marchés Publics.

39.2 Aux fins de la clause 39.1 ci-dessus, les expressions ci-après sont définies de la façon suivante :

- a) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché;
- b) se livre à des "manœuvres frauduleuses", quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché de manière préjudiciable au Maître de l'Ouvrage. "Manœuvres frauduleuses" comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver le Maître de l'Ouvrage des avantages de cette dernière.

40. Recours

40.1 Tout candidat ou soumissionnaire se sentant lésé peut exercer un recours conformément aux dispositions des articles 234 à 243 du Code des Marchés Publics.

DONNEES PARTICULIERES DE L'APPEL D'OFFRES



Données Particulières de l'Appel d'Offres

Référence des Instructions aux soumissionnaires	Introduction
1.1	<p><u>Nom du Maître de l'Ouvrage :</u> Ministère de la Réforme des Institutions</p>
1.1	<p><u>Description sommaire des Travaux :</u> Travaux de Réhabilitation du bâtiment abritant le Secrétariat Général du Ministère de la Réforme des Institutions (peinture, plomberie, carrelage, parking etc)</p>
1.1	<p><u>Nom du Projet :</u> Réhabilitation du bâtiment abritant le Secrétariat Général du Ministère de la Réforme des Institutions</p>
1.1	<p><u>Numéro d'identification de l'appel d'offres :</u> N°03/MRI/SG/REHABILITATION BATIMENT SG/2024</p>
2.1	<p><u>Source de financement :</u> Budget de l'Etat exercice 2024</p>
3.2	<p><u>Liste des pièces à fournir :</u> Le soumissionnaire fournira les pièces suivantes :</p> <p><u>Enveloppe n°1 : Dossier administratif et juridique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ déclaration de constitution de groupement, le cas échéant ; ▪ fiche unique d'enregistrement ou fiche circuit dont l'activité est conforme à l'objet du marché ; ▪ quittance de paiement du dossier ; ▪ attestation de non faillite ; ▪ attestation de régularité fiscale ; ▪ attestation CNSS ; ▪ attestation CNAMGS ; ▪ accusé de Réception du Formulaire de Divulgence des Bénéficiaires Effectifs des Candidats aux Marchés Publics délivré par la Direction Générale des Marchés Publics ; ▪ déclaration sur l'honneur ; ▪ attestation de non exclusion aux marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics ; ▪ certificat de visite de site délivré par la PRM ou toute autre personne désignée par elle, le cas échéant ; ▪ police d'assurance responsabilité civile professionnelle. <p><i>NB : L'accord de groupement doit préciser le statut juridique, le chef de file du groupe, le rôle et les titres de chaque membre. Chaque membre doit, par ailleurs, produire les pièces demandées ci-dessus.</i></p> <p><u>Enveloppe n°2 : Offre technique</u></p>



	<ul style="list-style-type: none"> ▪ expérience générale en travaux ; ▪ expérience spécifique ; ▪ liste du matériel disponible ; ▪ personnel clé ; ▪ rapport diagnostic de l'état des lieux, le cas échéant ; ▪ plan de charges de l'entreprise ; ▪ méthodologie ; ▪ planning d'exécution. <p><u>Enveloppe n°3 : Offre financière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soumission et, le cas échéant, annexes ; ▪ garantie d'offre ou de soumission ; ▪ capacité de financement ; ▪ chiffre d'affaires annuel moyen des activités de travaux ; ▪ cadre du bordereau des prix unitaires ; ▪ détail quantitatif et estimatif ; ▪ cadre de sous-détail des prix dûment rempli et signé ; ▪ états financiers.
4.1	<p><u>Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés :</u></p> <p>Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du marché peuvent provenir de tout pays.</p>
5.2	<p><u>Qualification du soumissionnaire</u></p> <p>L'exécution de ces travaux nécessite une expérience spécifique en travaux. Pour se voir attribuer le marché, le soumissionnaire doit satisfaire à tous les critères ci-après :</p> <p><u>Critères administratifs et juridiques</u></p> <p>Le soumissionnaire fournira les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ acte de soumission, daté, cacheté et signé par une personne habilitée. Par ailleurs, le délai de validité des offres est obligatoirement de 120 jours ; ▪ en cas de groupement, la déclaration de constitution de groupement, signée par tous les membres, précisant le statut juridique et le mandataire. Chaque membre doit fournir l'ensemble des pièces exigées ; ▪ fiche unique d'enregistrement ou fiche circuit dont l'activité est conforme à l'objet du marché ; ▪ quittance de paiement du dossier d'appel d'offres au Trésor Public ; ▪ garantie d'offre ou de soumission de 1% du montant HT de l'offre ; ▪ attestation de non faillite datant de moins de six (6) mois ; ▪ attestation de régularité fiscale authentifiable au moyen d'un QR code ou par l'application Digitax ou attestation d'imposition de l'année fiscale 2023 ;



- attestation CNSS du **1er trimestre 2024** ;
- attestation CNAMGS du **1er trimestre 2024** ;
- certificat de visite de site délivré par la PRM ou toute autre personne désignée par elle, le cas échéant ;
- accusé de Réception du Formulaire de Divulgence des Bénéficiaires Effectifs des Candidats aux Marchés Publics délivré par la Direction Générale des Marchés Publics ;
- attestation de non exclusion aux marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- déclaration sur l'honneur ;
- police d'assurance responsabilité civile professionnelle ;
- accord de groupement pour les membres d'un groupement, le cas échéant ;
- statuts si société.

Critères techniques

- expérience générale en travaux : Le soumissionnaire doit avoir à son actif **au moins 02 marchés de travaux de bâtiment ou de génie civil au cours des 10 dernières années.**
- expérience spécifique : le soumissionnaire doit avoir réalisé **au moins deux marchés similaires** (nature, volume et complexité) **au cours des trois dernières années ;**

Joindre obligatoirement les PV de réception ou les attestations de bonne fin /de bonne exécution.

- rapport diagnostic de l'état des lieux : le soumissionnaire doit joindre un rapport diagnostic de l'état des lieux faisant ressortir notamment : les conditions d'accès au terrain, (v) les servitudes (eau, électricité, téléphone), (vi) les dégradations observées.
- Personnel clé

Le soumissionnaire doit disposer du personnel clé suivant :

- *Directeur de projet ou Directeur des travaux* : **ingénieur génie civil bac +5 ou équivalent justifiant d'une expérience de 5 ans au poste envisagé ;**

Chef de chantier ou conducteur des travaux : technicien supérieur en génie civil (Bac +3) ou équivalent, justifiant d'une expérience de 5 ans au poste envisagé ;

Joindre obligatoirement les copies des diplômes et les CV dûment signés.

- a. **Chefs d'équipes** justifiant d'une expérience d'au moins 4 ans dans chacun des domaines suivants :
- b. la peinture ;



- c. la maçonnerie ;
- d. l'électricité ;
- e. la plomberie ;
- f. le carrelage.

Joindre obligatoirement les CV dûment signés.

Matériel : le soumissionnaire devra disposer du minimum de matériel suivant :

- un véhicule de liaison
- un ensemble de matériel de peinture ;
- un ensemble de matériel de plomberie ;
- un ensemble de matériel de carrelage ;
- un ensemble de matériel de maçonnerie ;
- une bétonneuse.

Le matériel en leasing (en location) ne peut excéder **40%** du nombre de matériel essentiel exigé.

g. Méthodologie de travail :

Le soumissionnaire devra préciser sa méthodologie de travail

h. Planning d'exécution des travaux.

Le soumissionnaire devra fournir un planning d'exécution.

Critères financiers

- Chiffre d'affaires annuel moyen des activités de travaux

Le soumissionnaire doit avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen d'un montant supérieur ou égal à **cent cinquante millions (150 000 000) FCFA** au moins une fois au cours des **cinq (5)** dernières années.

- Capacité de financement

Le soumissionnaire doit disposer des avoirs nets ou avoir accès à des financements nets de tout autre engagement contractuel à hauteur de soixante millions **(60 000 000) FCFA**. Aux fins de justification, il doit obligatoirement remplir le formulaire **F4** (tableau récapitulatif de la capacité de financement du projet par l'entreprise) et **faire remplir et signer au moins l'un des certificats suivants par sa banque:**

- certificat de disponibilité de liquidités **(F4 -1)**;
- certificat de nantissement de créance **(F4-2)**;
- certificat de capacités d'endettement **(F4-3)**.



	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soumission et annexe ; ▪ Cadre du bordereau de prix unitaires ▪ Devis quantitatif et estimatif
8.1	<p><u>Visite du site des travaux</u></p> <p>La visite du site des travaux est obligatoire.</p>
10.1	<p><u>Eclaircissements au Dossier d'Appel d'Offres :</u></p> <p>Tout Soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande par écrit, télégramme, télécopie ou courriel à l'adresse ci-après :</p> <p>mariejeannemengue@gmail.com <i>BP : 2092</i> <i>Tél : 060360404</i></p>
12.1	<p><u>Langue de l'offre</u></p> <p>L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître de l'Ouvrage seront rédigés en français.</p>
12.2	<p><u>Documents complémentaires de l'offre</u></p> <p>Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français.</p>

Prix et monnaie de l'offre	
14.3	<p><u>Montant de l'offre :</u></p> <p>Les prix du présent marché sont réputés être toutes taxes comprises, sauf dérogation. Dans ce cas, le Soumissionnaire est tenu d'en apporter la preuve.</p>
14.4	<p><u>Révision des prix :</u></p> <p>Les prix du présent marché seront fermes.</p>
15.1	<p><u>Monnaie de soumission :</u></p> <p>Les soumissionnaires indiqueront le prix de leur offre entièrement en francs CFA.</p>
Préparation et dépôt des offres	
16.1	<p><u>Période de validité des offres :</u></p> <p>La période de validité des offres est de 120 jours après la date limite de dépôt des offres. Mais ce délai peut être prorogé au maximum de trente (30) jours, conformément aux dispositions de l'article 106 du Code des Marchés Publics.</p>
17.1	<p><u>Garantie d'offre :</u></p>



	<p>Le soumissionnaire joindra à son offre une garantie de 1% du montant de l'offre hors taxes.</p> <p>Par dérogation aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, les entreprises bénéficiant de l'agrément PME ayant au plus cinq ans d'existence ne sont pas soumises à l'obligation de garantie.</p>
17.2	<p><u>Forme de la garantie d'offres</u></p> <p>La garantie d'offres se présentera sous l'une des formes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> une garantie bancaire à première demande émise par une banque, une compagnie d'assurance ou un organisme de caution ; un crédit documentaire irrévocable ; un chèque de banque ou chèque certifié ; toute autre garantie exigée par le Maître de l'Ouvrage.
18.3	<p><u>Variantes techniques :</u></p> <p>Les variantes ne sont pas admises.</p>
19.1	<p><u>Réunion préparatoire</u></p> <p style="text-align: center;">Sans objet</p>
20.1	<p><u>Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées :</u></p> <p>Un (1) original et quatre (4) copies en version papier Une (1) version numérique du DQE (format Excel)</p> <p>Chaque offre (technique et financière) doit avoir un sommaire et des intercalaires identifiant chaque partie.</p>
21.2	<p><u>Fermeture et marquage des offres</u></p> <p>Le grand pli doit être anonyme, fermé et porter les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse du maître de l'ouvrage où les plis doivent être déposés ; - l'intitulé du projet ; - le numéro d'identification de l'appel d'offres ; - l'indication sur le lot concerné (si nécessaire) ; - la mention «À ouvrir uniquement en séance d'ouverture des plis ».
21.3	<p><u>Adresse de dépôt des offres :</u></p> <p>Les offres seront déposées à l'adresse indiquée ci-dessous : BP : 2092 Ministère de la Réforme des Institutions.</p>
21.4	<p><u>Anonymat des offres</u></p> <p>Tout pli non anonyme sera systématiquement rejeté.</p>
22.1	<p><u>Date et heure limites de dépôt des offres :</u></p> <p>Les dates, heure et lieu de dépôt des offres sont ceux indiqués dans l'avis d'appel d'offres.</p>
23.1	<p><u>Offres hors délai</u></p>



	Toute offre reçue par le Maître de l’Ouvrage après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à la Clause 22 des IS sera retournée au soumissionnaire sans avoir été ouverte.
25.1	<u>Lieu, date et heure d’ouverture des plis :</u> Les plis seront ouverts <i>aux dates, heure et lieu indiqués dans l’avis d’appel d’offres.</i>

Evaluation et comparaison des offres	
30.2	<u>Monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie :</u> Le Franc CFA. Le taux de change applicable est celui en vigueur à la date de l’ouverture des plis.
31.1	<u>Evaluation et comparaison</u> Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de la Clause 28 des IS, seront évaluées et comparées par le Maître de l’Ouvrage.
31.2	<u>Critères d'évaluation</u> La Commission d’Evaluation des Offres évalue les offres sur la base des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ montant de l'offre ; ▪ critères techniques.
31.3	<u>Correction des erreurs</u> La Commission d’Evaluation des Offres établit si les offres financières sont complètes et ne comportent pas d’erreur. Sinon, elle corrige toute erreur de calcul, procède aux ajustements appropriés pour refléter les rabais ou autres modifications de prix proposés et convertit les prix exprimés en diverses monnaies en franc CFA.

32.1	<u>Marge de préférence :</u> La préférence nationale dans l’évaluation des offres.
-------------	---

Attribution du marché	
33.1	La Commission d’Evaluation des Offres attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l’offre a été reconnue pour l’essentiel conforme au Dossier d’Appel d’Offres et qui a soumis l’offre évaluée la moins disante.
36.1	La notification de l’attribution du marché sera faite au titulaire dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après approbation du rapport d’évaluation des offres par l’administration centrale en charge des



	marchés publics.
36.3	Les soumissionnaires dont les offres n'ont pas été retenues seront informés dans un délai de cinq (5) jours ouvrables après approbation du rapport d'évaluation des offres par l'administration centrale en charge des marchés publics des motifs du rejet de leurs offres.
38.1	La garantie de bonne exécution, le cas échéant, plafonnée à 5% du montant du marché, sera libellée sous la forme d'une garantie bancaire à première demande, délivrée par une banque agréée en République Gabonaise.



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES



LE PRESENT CCAG SE REFERE AU DECRET N° 1479
PR/MTPTAC DU 10 DECEMBRE 1973

Portant institution d'un Cahier des Clauses Administratives
Générales imposées aux entrepreneurs chargés de l'exécution
de Travaux Publics pour le compte de l'Etat, des Collectivités
et Etablissements Publics du Gabon



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



[Indiquer le Timbre de l'Autorité contractante]

REPUBLIQUE GABONAISE
Union – Travail – Justice

MARCHE N° _____/_____/_____/20__

Objet : Travaux de....(indiquer l'objet du marché)



[Indiquer le Timbre de l'Autorité contractante]

.....

.....

REPUBLIQUE GABONAISE

Union – Travail - Justice

RAPPORT DE PRESENTATION
MARCHE N°//20__

OBJET : Travaux de

TITULAIRE DU MARCHE : [A compléter]

ADRESSE : [A compléter]

N° STATISTIQUE : [A compléter]

RCC M : [A compléter]

PROCEDURE D'ATTRIBUTION : [A compléter]

MONTANT DU MARCHE Hors Taxes : [Indiquer le montant hors taxes] F CFA

TVA (18%) : [Indiquer le montant en F CFA]

CSS (1%) : [Indiquer le montant en F CFA]

MONTANT DU MARCHE TTC : [Indiquer le montant TTC] F CFA

DELAI D'EXECUTION : [indiquer le nombre de mois]

FINANCEMENT : [indiquer la ou les sources de financement]

EXERCICE BUDGETAIRE : [indiquer l'année budgétaire]

IMPUTATION BUDGETAIRE : [Indiquer les codes mission, section, programme, action, BOP, UO, titre]

ORDONNATEUR DE CREDITS : [Fonction de l'intéressé]

DATE DE NOTIFICATION : [A indiquer après les formalités d'enregistrement]

Qualité/Fonction de l'Ordonnateur

Nom(s), Prénom(s), signature et cachet



TABLE DES CLAUSES

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.....	38
Article 1. DESIGNATION DES INTERVENANTS	38
Article 2. OBJET DU MARCHÉ	39
Article 3. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	39
Article 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	39
Article 5. ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES DEUX PARTIES	40
Article 6. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	40
Article 7. DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT - FRAIS DE PASSATION	40
Article 8. USAGE DE LA LANGUE FRANCAISE – SYSTEME METRIQUE	41
Article 9. DROIT APPLICABLE	41
CHAPITRE II - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	41
Article 10. MONTANT DU MARCHÉ	41
Article 11. IMPUTATION BUDGETAIRE	42
Article 12. NATURE DES PRIX	42
Article 13. IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES	42
Article 14. BASE DES PRIX	42
Article 15. MODE DE DETERMINATION DE PRIX	42
Article 16. DOMICILIATION BANCAIRE	42
Article 17. COMPTABLE PUBLIC	42
Article 18. AVANCE DE DEMARRAGE	43
Article 19. ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENT	43
Article 20. DECOMPTES MENSUELS	43
Article 21. ACOMPTES MENSUELS	43
Article 22. TRAVAUX EN REGIE	44
Article 23. DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	44
CHAPITRE III – GARANTIES, ASSURANCES ET RESPONSABILITE.....	44
Article 24. GARANTIE DE BONNE EXECUTION ET DE BONNE FIN	44
Article 25. RETENUE DE GARANTIE	45
Article 26. GARANTIE DECENNALE	45
Article 27. ASSURANCES	45
Article 28. RESPONSABILITE	46
CHAPITRE IV - EXECUTION DES PRESTATIONS.....	46
Article 29. DELAI D'EXECUTION	46
Article 30. RETARDS ET PENALITES	46
Article 31. PLANNING D'EXECUTION	46
Article 32. HYGIENE-SECURITE ENVIRONNEMENT ET NETTOYAGE DU CHANTIER	47
Article 33. PLAN ASSURANCE QUALITE	47
Article 34. SOUS-TRAITANCE	47
Article 35. CONTRÔLE DE L'EXECUTION	48
Article 36. VARIATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS	48
Article 37. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	49



Article 38. MAIN-D'OEUVRE	49
Article 39. PERSONNEL DE L'ENTREPRISE	49
Article 40. ORDRES DE SERVICE	49
Article 41. PLANS – PROJET D'EXECUTION	49
Article 42. SUJETIONS D'EXECUTION	49
Article 43. CAS DE FORCE MAJEURE	49
Article 44. INSTALLATIONS DE CHANTIER	50
Article 45. TRAVAUX A PROXIMITE DU CHANTIER	50
Article 46. SIGNALISATION DU CHANTIER	50
Article 47. REUNIONS DE CHANTIER	50
Article 48. FOURNITURES ET MATERIEL	51
CHAPITRE V – RECEPTION	51
Article 49. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	51
Article 50. RECEPTION PROVISoire	51
Article 51. RECEPTION DEFINITIVE ET DELAI DE GARANTIE	52
CHAPITRE VI - RESILIATION – AJOURNEMENT - DIFFERENDS ET LITIGES	
	52
Article 52. RESILIATION DU MARCHE	52
Article 53. AJOURNEMENT	53
Article 54. REGLEMENT DE DIFFERENDS	53
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES	53
Article 55. MODIFICATION OU AMENDENMENT	53
Article 56. MODIFICATIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES	54
Article 57. NANTISSEMENT DU MARCHE ET CESSION DE CREANCES	54
Article 58. REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX	54
Article 59. CLAUSE ANTI-CORRUPTION ET ANTI-COLLUSION	54
Article 60. ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHE	55



MARCHE DE TRAVAUX RELATIF A

PASSE ENTRE

D'UNE PART,

[Indiquer l'administration concernée]..... représenté(e) au présent contrat par Monsieur/Madame [indiquer le nom, prénom et la fonction]..... désigné(e) dans ce qui suit sous le vocable "Autorité Contractante"

ET

D'AUTRE PART,

L'Entreprise[indiquer la raison sociale, le téléphone et l'adresse complète] représentée au présent marché par Monsieur/Madame [indiquer le nom, prénom et la fonction]désigné(e) dans ce qui suit indistinctement sous les vocables "L'Entrepreneur" ou "Le Titulaire du Marché"

LES PARTIES SONT CONVENUES ET ARRESENT CE QUI SUIIT, SOUS LA RESERVE DE L'APPROBATION PAR LE DIRECTEUR GENERAL DES MARCHES PUBLICS



CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. DESIGNATION DES INTERVENANTS

Au sens du présent document :

- L'Autorité Contractante ou le Maître de l'Ouvrage est la personne morale de droit public ou de droit privé agissant pour le compte de l'Etat ou de ses démembrements, qui conclut le marché avec son titulaire. Dans le cadre de ce marché, l'Autorité Contractante est[indiquer l'administration concernée]
- Le Titulaire du marché est l'Entrepreneur qui conclut le marché avec l'Autorité Contractante. L'Entrepreneur est[indiquer la raison sociale de l'Entreprise]

Ou

- Le Titulaire du présent Marché est un groupement[préciser la forme du groupement : solidaire ou conjoint]. Le mandataire du groupement est [préciser le nom du mandataire]. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Autorité Contractante et coordonne les prestations des membres du groupement. Il est responsable devant ce dernier de chacun des membres du groupement.
- La « Personne Responsable du Marché » est le représentant légal de l'Autorité Contractante dans l'exécution du marché. Dans le cadre de ce marché, la Personne Responsable du Marché est[indiquer le nom, prénom et la fonction]
- Le Maître d'Ouvrage délégué désigne le représentant légal de l'Autorité Contractante qui assure à sa demande, certaines missions de maîtrise d'ouvrage, notamment :
 - la définition des besoins ;
 - la recherches de financement ;
 - le suivi technique et financier du projet.
- Le Maître d'Ouvrage délégué au présent marché est[indiquer l'administration concernée]
- Le Maître d'Œuvre désigne le représentant de l'Autorité contractante qui assure la mission de la maîtrise d'œuvre, notamment :
 - le suivi de l'exécution des travaux ;
 - l'approbation des sous-traitants ;
 - l'acceptation des nouveaux prix ;
 - la réceptions provisoire, partielle et définitive.
- Le Maître d'Œuvre au présent marché est[à indiquer]
- L'Ingénieur désigne la personne physique représentant le Maître d'œuvre sur le terrain. A ce titre, il assure notamment :



- les métrés ;
- les constats des travaux ;
- les attachements.

- L'Ingénieur du présent marché est[indiquer le nom et prénom]

Article 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux de.....[à indiquer]

La désignation des travaux et leurs spécifications sont indiquées dans le Cahier des Spécifications Techniques et dans le Devis Quantitatif et Estimatif.

Article 3. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

[Choisir l'une des options suivantes]

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article 58 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

Ou

Le présent marché est passé par appel d'offres restreint en application des dispositions de l'article 64 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

Ou

Le présent marché est passé par entente directe en application des dispositions des articles 68 et 70 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant Code des Marchés Publics.

A cet effet, conformément aux dispositions de l'article 73 du Code des Marchés Publics, l'Entrepreneur doit se soumettre à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution du marché.

Dans ce cas, ce dernier doit présenter, à la demande de l'Autorité Contractante, les pièces suivantes :

- les bilans ;
- les comptes de résultats ;
- les comptes d'exploitation ;
- tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient.

Article 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents énumérés ci-dessous, dont l'Entrepreneur assure avoir pris connaissance, constituent les conditions du marché :

- la lettre de soumission ou acte d'engagement (uniquement pour les marchés passés après mise en concurrence) ;
- le présent Cahier de Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou contrat ;
- le cahier des Spécifications Techniques ;
- le bordereau des Prix Unitaires ;
- le devis Quantitatif-Estimatif ;
- la méthodologie ;



- le planning d'exécution ;
- les plans techniques;
- le plan HSE ;
- le cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG).

En cas de discordance entre les pièces contractuelles et constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

De même, en cas de discordance entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce; les dispositions les plus avantageuses pour l'Autorité Contractante l'emportent.

Article 5. ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES DEUX PARTIES

En contrepartie des paiements à effectuer par l'Autorité Contractante à l'Entrepreneur comme mentionné ci-après, ce dernier s'engage par les présentes à exécuter et à livrer les travaux en conformité absolue avec les dispositions du présent marché.

L'Autorité Contractante s'engage par les présentes à payer à l'Entrepreneur, à titre de rétribution pour l'exécution des travaux, les sommes qui peuvent être payables au titre des dispositions du présent marché aux échéances et de la manière stipulées dans le marché.

Article 6. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur doit, dans un délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service de notification du marché, et pendant toute la durée des prestations, faire élection de domicile à proximité du chantier, et en indiquer l'adresse à l'Autorité Contractante ou à son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel.

Toutes correspondances, documents, et notamment les ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si l'Entrepreneur décide de changer de domicile (tout en demeurant à proximité des travaux), il en avise la Personne Responsable du Marché au moins quinze(15) jours à l'avance. A défaut de domicile, les notifications à l'Entrepreneur seront valablement faites à la préfecture ou à la mairie dans laquelle s'effectuent les travaux.

Les communications entre l'Autorité Contractante ou son représentant et l'Entrepreneur sont expédiées par courrier recommandé avec accusé de réception ou courriel.

Article 7. DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT - FRAIS DE PASSATION

Les droits de timbre (timbres de 500F/page) et d'enregistrement du marché (1% du montant hors taxes du marché) seront à la charge de l'Entrepreneur dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la date de réception du marché par ce dernier, conformément aux dispositions de l'article 134 du Code des Marchés Publics.

[disposition à insérer si le marché est passé par entente directe]

La passation du présent marché par entente directe, est soumise au paiement par l'Entreprise des frais de passation d'un montant de.....[indiquer le montant en FCFA], préalablement à l'approbation du Marché, conformément aux textes en vigueur. Ce paiement se fera au Trésor Public sur présentation d'un ordre de recette délivré par la Direction Générale des



Article 8. USAGE DE LA LANGUE FRANCAISE – SYSTEME METRIQUE

[Pour les marchés dont la monnaie de référence est le Franc CFA]

1. Toutes pièces remises par **l'Entrepreneur**, à quelque titre que ce soit, en application des dispositions du présent marché, seront libellées exclusivement :
 - en langue française ;
 - en utilisant le système métrique ;
 - en se référant à la monnaie locale : le Franc CFA.

L'Entrepreneur doit disposer d'un nombre suffisant de représentants qualifiés et d'interprètes parlant la langue française pour n'apporter aucune gêne lors de l'exécution du marché.

2. La monnaie de compte et de paiement de la présente convention est le Franc CFA. Si au cours de l'exécution du marché, la parité du Franc CFA et de l'Euro était modifiée ou si le Franc CFA était remplacé par une autre monnaie de parité différente, la monnaie de compte de la présente convention serait l'Euro.

Le montant des sommes nettes dues à l'Entrepreneur la veille du jour de cette modification de parité, serait immédiatement exprimé en Euros par la parité existante à la signature de la présente convention, soit un Euro pour six cent cinquante-cinq francs CFA et neuf cent cinquante-sept (1 Euro= 655.957 Francs CFA).

[Pour les marchés dont la monnaie de référence est une monnaie étrangère dont la parité avec le Franc CFA n'est pas fixe]

1. Toutes pièces remises par **l'Entrepreneur**, à quelque titre que ce soit, en application des dispositions du présent marché, seront libellées exclusivement :
 - en langue française ;
 - en utilisant le système métrique ;
 - en se référant à [préciser la monnaie]

L'Entrepreneur doit disposer d'un nombre suffisant de représentants qualifiés et d'interprètes parlant la langue française pour n'apporter aucune gêne lors de l'exécution du marché.

La monnaie de compte et de paiement de la présente convention est [préciser la monnaie]. Le taux de change retenu est : 1 xxx [préciser ladite monnaie] = [préciser le taux de change en franc CFA], en vigueur à la date de la signature du marché.

Article 9. DROIT APPLICABLE

Le présent marché est régi par le droit en vigueur en République gabonaise.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 10. MONTANT DU MARCHE

Le montant TTC du marché s'élève à la somme de [écrire le

DAO réhabilitation du bâtiment « le Président »



montant en lettres] FCFA[Insérer la somme en chiffres FCFA].

Il se décompose de la façon suivante :

- le montant total Hors Taxes : [Insérer la somme en chiffres FCFA]
- le montant de la TVA (18 %) : [Insérer la somme en chiffres FCFA]
- le montant de la CSS (1 %) : [Insérer la somme en chiffres FCFA]

Article 11. IMPUTATION BUDGETAIRE

Les crédits devant couvrir les prestations, objet du présent marché, sont imputés sur : [Mentionner la ligne budgétaire ou autre source]

Article 12. NATURE DES PRIX

Les prix du présent marché sont [unitaires, forfaitaires ou mixtes à préciser] en application des dispositions de l'article 171 du Code des Marchés Publics.

Article 13. IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES

Les prix du présent Marché sont réputés comprendre tous les montants dus au titre des impôts, droits, taxes et obligations résultant de l'exécution des prestations, sauf dérogation.

Article 14. BASE DES PRIX

Les prix du présent marché sont établis aux conditions économiques du mois de [indiquer le mois et l'année de l'établissement des prix].

Article 15. MODE DE DETERMINATION DE PRIX

Les prix du présent marché sont [à préciser : fermes ou révisables] en application des dispositions de l'article 176 du Code des Marchés Publics.

[Disposition à insérer si le prix du marché est révisable]

La formule de révision de prix est la suivante : [à préciser].

NB : Lorsque la variation des prix dépasse 15%, l'Autorité Contractante se réserve le droit de résilier le marché et ce, sans indemnité.

Article 16. DOMICILIATION BANCAIRE

Les paiements à l'Entrepreneur seront effectués au compte bancaire suivant : [Indiquer le numéro du compte bancaire]

Les ordonnances de paiement seront émises par Monsieur/Madame [Préciser la fonction].

Toute modification de domiciliation bancaire ne peut se faire que par voie d'avenant.

Article 17. COMPTABLE PUBLIC

Le comptable public assignataire chargé du paiement de la présente dépense est le

..... [à préciser].

Article 18. AVANCE DE DEMARRAGE

Une avance de démarrage d'un montant équivalent à vingt pourcent (20%) du montant du marché peut être versée à l'Entrepreneur sur sa demande expresse. Cette avance doit être garantie à cent pour cent par une caution bancaire à première demande et irrévocable émanant d'un établissement bancaire agréé par l'Autorité Compétente.

Le remboursement de l'avance de démarrage pourra être effectué à chaque décompte par un prélèvement correspondant à% [à préciser] de l'acompte à payer.

Ce remboursement prendra effet à partir du premier décompte et devra être terminé quand le montant des travaux atteint 80%. Ledit remboursement se fera au prorata des situations présentées. Le cautionnement afférent à l'avance de démarrage sera libéré au fur et à mesure de son remboursement sur demande de l'Entrepreneur.

Article 19. ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENT

[Retenir l'une des options suivantes]

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnement.

Ou

L'Entrepreneur peut bénéficier du paiement d'acomptes sur approvisionnement.

Dans ce cas, chaque acompte mensuel comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués, acquis et livrés sur le chantier durant le mois considéré.

Le montant correspondant des approvisionnements s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du Bordereau de prix inséré dans le Marché relatifs aux matériaux produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété de l'Entrepreneur. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans l'autorisation écrite de l'Autorité Contractante.

Article 20. DECOMPTES MENSUELS

L'Entrepreneur remet à l'Autorité Contractante, avant la fin de chaque mois, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du présent marché.

Le projet de décompte devient un décompte mensuel après acceptation ou rectification par l'Autorité Contractante ou son représentant.

Article 21. ACOMPTES MENSUELS

Des acomptes sont versés mensuellement à l'Entrepreneur sur la base des décomptes où apparaissent clairement le montant des travaux réalisés pour le mois considéré, ainsi que le montant cumulé des travaux réalisés au dernier jour de ce mois. Ces montants de



travaux sont calculés par référence au cadre du devis estimatif, en appliquant aux détails de ce devis des pourcentages d'avancement.

Article 22. TRAVAUX EN REGIE

L'Entrepreneur doit, lorsqu'il en est requis par l'Autorité Contractante ou son représentant, mettre à la disposition de celui-ci, le personnel, les fournitures et le matériel qui lui sont demandés pour l'exécution (sous la seule responsabilité de l'Autorité Contractante) de travaux accessoires à ceux que prévoit le Marché.

Pour les travaux dits « Travaux en régie », l'Entrepreneur a droit au remboursement des dépenses encourues. Les modalités de calcul de la rémunération des travaux en régie sont les suivantes :

- les salaires et les indemnités passibles des charges salariales qu'il a payés au personnel, majorées de% [à préciser] pour couvrir les charges salariales, les frais généraux, impôts, taxes et bénéfices ;
- pour les autres prestations fournies, à savoir les indemnités non passibles des charges salariales payées au personnel, les fournitures et le matériel, ces sommes sont majorées de% [à préciser] pour couvrir les frais généraux, impôts, taxes et bénéfices.

Le montant des travaux en régie ne peut être supérieur à deux (2) pour cent du montant total du marché.

Article 23. DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le paiement s'effectue sur présentation de la facture après les vérifications d'usage dans un délai qui ne peut dépasser quatre-vingt-dix (90) jours.

Ce délai peut être ramené à 60 jours pour les PME bénéficiant de l'Agrément PME, conformément aux textes en vigueur.

En cas de retard dans les paiements exigibles et après une mise en demeure infructueuse de quinze (15) jours ouvrables, l'Entrepreneur a droit à des intérêts moratoires au taux légal annuellement fixé par la BEAC (TIAO), conformément aux dispositions de l'article 207 du Code des Marchés Publics.

Si ce retard résulte d'une cause pour laquelle la Personne Responsable du Marché est habilitée, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

CHAPITRE III – GARANTIES, ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Article 24. GARANTIE DE BONNE EXECUTION ET DE BONNE FIN

L'Entrepreneur est tenu de fournir, avant le démarrage effectif des travaux, à l'Autorité Contractante une garantie bancaire de bonne exécution, conforme au modèle qui lui sera notifié.

La garantie de bonne exécution est de% [préciser le pourcentage] du montant total du Marché modifié le cas échéant par ses avenants. Elle sera effective dès l'entrée en vigueur du Marché.

Ce montant ne peut excéder cinq pour cent (5%) du prix de base du marché augmenté ou diminué, le cas échéant par ses avenants.

L'absence de garantie de bonne exécution, ou s'il y a lieu, son augmentation ou sa reconstitution, fait obstacle au paiement des sommes dues au Fournisseur, y compris celui de l'avance de démarrage.

En cas de prélèvement sur la garantie de bonne exécution, pour quelque motif que ce soit, le Fournisseur doit aussitôt la reconstituer.

La garantie de bonne exécution reste affectée à la garantie des engagements contractés par le Fournisseur jusqu'à la réception des prestations.

Elle sera libérée trente (30) jours calendaires après la réception des prestations.

Toutes ces cautions et garanties seront inconditionnelles, irrévocables et payables à la première demande.

Article 25. RETENUE DE GARANTIE

A défaut de la remise de la garantie de bonne exécution exigée à l'article 24 ci-dessus, une retenue de garantie égale à % [préciser le pourcentage] du montant de la facture sera opérée sur chaque paiement.

Cette retenue pourra être utilisée par l'Autorité Contractante pour couvrir l'obligation de parfait achèvement des prestations. Cette retenue de garantie pourra être remplacée à la demande du Titulaire, par une caution bancaire du même montant auprès d'un Etablissement de crédit agréé.

La retenue de garantie est restituée, ou la caution qui la remplace est libérée, à l'expiration du délai de garantie du marché si elle n'a pas été utilisée dans les conditions prévues au présent contrat.

Article 26. GARANTIE DECENNALE

[disposition à insérer uniquement pour les ouvrages spéciaux. Dans le cas contraire, mettre « sans objet »]

L'Entrepreneur est responsable de plein droit, pendant dix (10) ans, envers l'Autorité Contractante, des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui l'affectent dans l'un de ses éléments constitutifs, le rendant impropre à son usage.

La responsabilité décennale n'est pas engagée si l'Entrepreneur prouve que les dommages proviennent d'une cause qui lui est étrangère.

La garantie décennale prend la forme d'une assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance domiciliée en République Gabonaise.

La garantie décennale ne s'applique que si il ya eu réception définitive des travaux et commence à courir à partir de la fin du délai de garantie.

Article 27. ASSURANCES

Les risques de toute nature découlant de la fabrication, de l'acquisition, du transport des



approvisionnement jusqu'au lieu d'exécution des travaux doivent être couverts par l'Entrepreneur en monnaie librement convertible et dégager l'Autorité Contractante de toute obligation.

Par ailleurs, ces assurances devront garantir la responsabilité de l'Entrepreneur à l'égard des tiers en cas d'accident causé par sa présence sur les lieux de d'exécution des travaux.

A cet effet, dans les trente (30) jours qui suivent la notification du marché à l'Entrepreneur, ce dernier remet à l'Autorité Contractante un exemplaire des polices d'assurance souscrites au titre du présent marché. Ces polices d'assurance doivent être contractées avec une société ou un organisme d'assurance de la zone CIMA ou agréé par l'Autorité compétente. Elles doivent en outre, comporter une clause interdisant leur résiliation sans avis préalable de la Compagnie d'Assurance à l'Autorité contractante.

Si l'Entrepreneur a déjà contracté une police d'assurance en dehors de la zone CIMA, il devra s'assurer que les conditions de validité de cette police sont remplies vis-à-vis des règles CIMA, et le cas échéant, la faire agréer par le Gabon préalablement à la remise des copies à l'Autorité Contractante.

Article 28. RESPONSABILITE

Au-delà de la réparation du préjudice tel que défini à l'article ci-dessus, la responsabilité globale de l'Entrepreneur, quel que soit le fondement et la nature de l'action engagée contre lui, ne pourra en aucun cas être supérieure à 100% du prix du marché, à l'exception de la réparation ou le remplacement des ouvrages endommagés, dégradés ou défectueux.

A l'exception des dommages corporels, l'Entrepreneur ne sera en aucun cas responsable de dommages immatériels ou indirects.

CHAPITRE IV - EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 29. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est de [à préciser]. Il court à partir, soit de la date de la notification du marché à l'Entrepreneur, soit à toute autre date fixée de commun accord par les parties et notifiée à l'Entrepreneur par ordre de service.

Article 30. RETARDS ET PENALITES

En cas de non-respect des délais fixés à l'article ci-dessus, pour l'exécution des prestations, l'Entrepreneur est passible de pénalités dont le taux est fixé à 2⁰/₀₀ par jour calendaire de retard du montant initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Le cumul de ces pénalités est plafonné à 10% du montant du marché.

La remise totale ou partielle des pénalités peut être prononcée par l'autorité contractante après avis de l'Administration en charge des marchés publics, conformément à l'article 185 du Code des Marchés Publics.

Article 31. PLANNING D'EXECUTION

L'Entrepreneur devra proposer à l'Autorité Contractante, au plus tard 15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché, le planning d'exécution des prestations, le planning des approvisionnements ainsi qu'un schéma d'organisation détaillé des prestations, accompagné d'un projet d'installation de chantier et des travaux ou prestations préalables.

L'Entrepreneur doit remettre à l'Autorité Contractante, un plan de sécurité, d'hygiène et d'environnement, précisant les dispositions qu'il compte mettre en place pour :

- les premiers secours aux accidentés et aux malades,
- l'hygiène du travail (nettoyage du chantier, locaux du personnel),
- les mesures pour préserver l'environnement.

Article 32. HYGIENE-SECURITE ENVIRONNEMENT ET NETTOYAGE DU CHANTIER

1. L'Entrepreneur doit se conformer à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement en vigueur au Gabon. Il prendra en tous temps et à ses propres frais, toutes les précautions nécessaires pour la protection et la sécurité de toutes les personnes présentes sur le chantier, la préservation de l'environnement et appliquera tous les règlements et instructions que l'Autorité Contractante pourra exiger en la matière.

L'Entrepreneur prendra à ses frais toutes les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour causer le moins de gêne possible.

2. Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, l'Entrepreneur doit, en cas de besoin, procéder à ses frais à l'aménagement et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par l'Autorité Contractante pour l'exécution de ses prestations.

Article 33. PLAN ASSURANCE QUALITE

[disposition à insérer uniquement pour les marchés de grands travaux. Dans le cas contraire, mettre « sans objet »]

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, l'Entrepreneur est tenu de fournir à l'Autorité Contractante un Plan Assurance Qualité avant le démarrage effectif des travaux. Celui-ci pourra être complété pendant l'exécution des travaux.

Le Plan Assurance Qualité donne l'ensemble des dispositions que l'Entrepreneur mettra en œuvre pour garantir la qualité requise de l'ouvrage à réaliser. Ce plan permettra à l'Entrepreneur de rassurer l'Autorité Contractante de la qualité de l'ouvrage à réceptionner.

Article 34. SOUS-TRAITANCE

[choisir l'une des options]

L'Entrepreneur ne peut sous-traiter aucune partie de son marché.

Ou

L'Entrepreneur est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties du Marché à condition d'avoir obtenu préalablement de la Personne Responsable du Marché l'acceptation écrite de chaque sous-traitant. Dans ce cas, la priorité est accordée aux

Petites et Moyennes Entreprises gabonaises disposant d'un agrément PME ou à des petites et moyennes entreprises communautaires.

A cet effet, l'Entrepreneur doit remettre dans tous les cas à la Personne Responsable du Marché une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une exclusion d'accès à la commande publique, tel que prévu à l'article 93 du Code des Marchés Publics.

Le Titulaire du marché demeure dans tous les cas personnellement responsable de la bonne exécution du marché.

Conformément à l'article 188 du Code des Marchés Publics, la sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser trente pour cent (30%) de la valeur globale du marché. La sous-traitance ne peut en aucun cas conduire à une modification substantielle des conditions de qualification du Titulaire après l'attribution du marché.

Article 35. CONTRÔLE DE L'EXECUTION

Le présent marché fait l'objet de supervision, de contrôle, de suivi et de surveillance de son exécution technique, administrative et financière, conformément [aux dispositions des articles 39, 40 et 225 du Code des Marchés Publics](#).

Article 36. VARIATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS

Les stipulations relatives au montant du marché peuvent être modifiées dans les cas suivants :

- par ordre de service, lorsque la valeur cumulée des prestations supplémentaires est inférieure à quinze pour cent (15%) de la valeur totale du marché de base. Les ordres de services relatifs aux prix, aux délais et aux programmes constituent des actes contractuels de gestion d'un marché dont la signature est subordonnée aux justificatifs de la disponibilité du financement;
- par avenant, lorsque la valeur cumulée des prestations supplémentaires atteint quinze pour cent de la valeur totale du marché de base. L'avenant est adopté et notifié selon la même procédure d'examen que le marché de base, il ne peut modifier ni l'objet du marché, ni le titulaire du marché, ni la monnaie de règlement, ni la formule de révision des prix. La conclusion d'un avenant est soumise à l'autorisation préalable de l'Administration en charge des marchés publics ;
- par un nouveau marché, lorsque la valeur cumulée des prestations supplémentaires atteint trente pour cent de la valeur totale du marché de base. La passation de ce nouveau marché reste soumise au respect des dispositions de l'article 180 du Code des Marchés Publics.

Toute modification touchant aux spécifications techniques doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue, le coût et les délais d'exécution du marché.

La variation dans la quantité des prestations s'effectue dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales.

La révision de prix en application des clauses contractuelles ne donne pas lieu à la conclusion d'avenant.

Article 37. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Dans les trente (30) jours après la réception provisoire des travaux, l'Entrepreneur doit remettre à l'Autorité Contractante tous les documents conformes à l'exécution des prestations, en trois (3) exemplaires, dont un reproductible.

Article 38. MAIN-D'OEUVRE

L'Entrepreneur est soumis pour l'emploi de la main-d'œuvre à l'ensemble de la législation et à la réglementation sociale en vigueur au Gabon au moment de l'exécution des prestations.

Article 39. PERSONNEL DE L'ENTREPRISE

En vue de l'exécution des prestations et de la reprise des malfaçons, l'Entrepreneur emploiera sur le site, un personnel qualifié, permettant la bonne réalisation de toutes ses obligations dans le cadre du Marché et dans le strict respect des délais d'exécution.

Article 40. ORDRES DE SERVICE

L'Autorité Contractante ou son représentant désigné est seule habilitée à émettre des ordres de service à l'Entrepreneur. Les ordres de service lui sont adressés par lettre recommandée ou remis directement avec accusé de réception.

Article 41. PLANS – PROJET D'EXECUTION

Les plans qui servent de référence pour l'exécution des prestations et l'établissement des documents techniques sont donnés à titre indicatif.

L'Entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles, les documents nécessaires à la réalisation des prestations, notamment le projet d'exécution, qu'il soumet à l'approbation de l'Autorité Contractante. A cet effet, l'Entrepreneur fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs et études de détail.

Article 42. SUJETIONS D'EXECUTION

Les prestations doivent être exécutées conformément au projet d'exécution approuvé par l'Autorité Contractante. L'Entrepreneur, étant réputé avoir établi ses prix d'après ses propres calculs, opérations et estimations, exécute sans coût complémentaire tout travail qui relève d'un poste quelconque de son offre et pour lequel il n'a indiqué ni de prix unitaire, ni de prix forfaitaire.

L'Entrepreneur ne peut se prévaloir, ni pour éluder ses obligations contractuelles, ni pour élever de réclamation relatives aux sujétions qui peuvent être occasionnées notamment par :

- l'état des lieux ainsi que les conditions d'accès et de travail ;
- les conditions climatiques si l'un des seuils précisés à l'article ci-dessous, justifiant le cas de force majeure, n'est pas atteint ;
- la présence à proximité ou dans les environs de son chantier, d'autres chantiers réalisés par ou pour le compte de l'Autorité Contractante.

Article 43. CAS DE FORCE MAJEURE



Aux fins de la présente clause, « force majeure » désigne un événement imprévisible, irrésistible, échappant au contrôle des parties. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les guerres, les révolutions et les grèves, les incendies, les inondations, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.

L'Entrepreneur ne sera pas exposé à la saisie de son cautionnement de bonne fin, à des pénalités, ou à la résiliation pour non exécution, si son retard dans l'exécution des prestations ou tout autre défaut à remplir les obligations qui lui incombent dans l'exécution du marché, est dû à une force majeure.

Dans le cas où l'Entrepreneur invoquerait le cas de force majeure pour des raisons atmosphériques, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- pluie : 200 millimètres en 24 heures,
- vent : 40 mètres par seconde,
- crue : la crue de fréquence décennale.

En cas de force majeure, l'Entrepreneur notifiera par écrit à l'Autorité Contractante, dans un délai de trente (30) jours, l'existence de la force majeure et ses motifs.

Article 44. INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'Autorité Contractante mettra gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur un emplacement pour la réalisation des installations de chantier qui devront comprendre des bureaux, salle de réunion, magasins, aires de stockage et lieux d'aisance.

Au cas où l'emplacement proposé ne lui conviendrait pas, l'Entrepreneur soumettra à l'agrément de l'Autorité Contractante ou de son représentant les emplacements de son choix.

L'Entrepreneur remettra à l'Autorité Contractante, au moins dix (10) jours avant la date prévue de leur réalisation, un plan d'organisation comportant les dates d'installation et de repli de chantier.

Article 45. TRAVAUX A PROXIMITE DU CHANTIER

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas opposer de réclamation ou de demandes d'indemnités pour la gêne ou le retard que l'exécution de prestations simultanées à proximité du chantier pourrait lui causer.

Article 46. SIGNALISATION DU CHANTIER

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur est tenu de poser aux endroits indiqués par l'Autorité Contractante, des panneaux lisibles portant les indications qui lui seront communiquées par cette dernière.

Tous les frais entraînés par l'exécution des prescriptions du présent article sont à la charge de l'Entrepreneur.

Article 47. REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions périodiques entre l'Entrepreneur et la Personne Responsable du Marché ou tout autre expert désigné à cet effet pourront se tenir sur le chantier. Ces réunions



feront l'objet d'un procès-verbal. Ces réunions n'excluent pas la tenue de réunion sur demande de la Personne Responsable du Marché ou de toute autre personne dûment mandatée à cet effet.

L'Entrepreneur est tenu d'y assister aux heures et dates qui lui seront communiquées.

Article 48. FOURNITURES ET MATERIEL

Toutes les fournitures ainsi que le matériel doivent être conformes aux prescriptions et aux normes en vigueur.

L'Entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation de la Personne Responsable du Marché les fournitures et matériel qu'il se propose d'utiliser pour exécuter les prestations décrites dans le devis.

Malgré cette approbation, l'Entrepreneur reste responsable de la bonne qualité et du maintien en état de fonctionnement de son matériel.

CHAPITRE V – RECEPTION

Article 49. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE

L'Autorité Contractante se réserve le droit de prendre possession d'une ou de plusieurs parties de l'ouvrage au fur et à mesure de leur réalisation avant l'achèvement complet des travaux prévus au Marché.

Toute prise de possession anticipée doit être précédée d'une réception provisoire partielle.

Article 50. RECEPTION PROVISOIRE

L'Entrepreneur avise l'Autorité Contractante au moins quinze(15) jours ouvrables à l'avance de la date de fin des travaux. Ce dernier convoque alors l'Entrepreneur aux opérations de réception qui devront avoir lieu dans les meilleurs délais.

Il peut être prononcé des réceptions partielles, dans ce cas, un procès-verbal de réception partielle sera établi par l'Autorité Contractante ou son représentant à la fin des travaux.

Les opérations préalables à la réception comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves comprises dans les opérations préalables à la réception des ouvrages suivants : [si applicable] ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- la réfection des chaussées ainsi que les réparations des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, endommagés du fait des travaux. [si applicable]

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par l'Autorité Contractante ou son représentant et signé par lui et par l'Entrepreneur. Si ce dernier



refuse de le signer, il en est fait mention.

Article 51. RECEPTION DEFINITIVE ET DELAI DE GARANTIE

La réception définitive est prononcée à la fin du délai de garantie par un procès-verbal notifié à l'Entrepreneur.

Le délai de garantie est fixé à [indiquer le délai] à compter de la réception provisoire des travaux.

Pendant la durée de ce délai, l'Entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir à ses propres frais.

Pendant ce délai de garantie, l'Entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" et doit exécuter les travaux qui lui incombent au titre de la garantie.

CHAPITRE VI - RESILIATION – AJOURNEMENT - DIFFERENDS ET LITIGES

Article 52. RESILIATION DU MARCHE

Le présent Marché peut faire l'objet d'une résiliation, conformément aux dispositions des articles 227 et suivants du code des marchés publics, dans les conditions suivantes :

Résiliation de plein droit sans indemnité :

- en cas de décès du cocontractant ;
- de faillite ;
- de liquidation des biens ou de règlement judiciaire.

Résiliation à la demande du Titulaire du Marché :

- en cas de faute grave de l'Autorité Contractante. Dans ce cas, la résiliation est prononcée par le juge compétent en la matière. Le Titulaire du Marché peut réclamer des dommages et intérêts à l'Autorité Contractante ;
- en cas d'ajournement de l'exécution du Marché pour une durée de plus de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables ;
- en cas de force majeure compromettant l'exécution du marché.

Résiliation à l'initiative de l'Autorité Contractante :

- en cas de faute grave du Titulaire du Marché. Dans ce cas, l'Autorité Contractante peut réclamer des dommages et intérêts ;
- pour toute violation des dispositions techniques du Marché ayant entraîné la suspension des travaux et la non reprise de ceux-ci dans un délai de trois mois, après avis de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- lorsque la révision de prix conduit à une variation supérieure ou égale à quinze pour cent (15%) du montant initial du marché ou du montant de la partie du marché restant à exécuter ;
- lorsque le montant de la pénalité encourue par le Titulaire du Marché excède le montant plafonné à l'article 30 du présent contrat.



- pour un motif d'intérêt général reconnu par l'Agence de Régulation des Marchés Publics, même sans faute du Titulaire du Marché. Le Titulaire du Marché a droit, dans ce cas, à une indemnité couvrant ses charges et éventuellement son manque à gagner ;
- dans le cas où la puissance publique, par son action, remet en cause l'équilibre financier du contrat. Le Titulaire du Marché peut réclamer des dommages et intérêts à l'Autorité Contractante.

En dehors des cas où la résiliation est prononcée après constat de la faute commise par le Titulaire du Marché, celui-ci a droit à une indemnité de résiliation calculée forfaitairement sur la base des prestations qui restent à exécuter.

Lorsque la Personne Responsable du Marché résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire du Marché a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du Marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations exécutées, un pourcentage. Ce pourcentage ne peut excéder cinq pour cent (5%).

Article 53. AJOURNEMENT

L'ajournement consiste, pour l'Autorité Contractante, à différer ou à suspendre le démarrage ou la poursuite de l'exécution du Marché pour quelque motif que ce soit.

L'Autorité Contractante peut, après avis de l'Administration en charge des marchés publics, ordonner l'ajournement des travaux objet du présent marché avant leur achèvement.

L'avis de l'Administration en charge des marchés publics est donné dans un délai n'excédant pas trente (30) jours ouvrables à compter de la notification de l'ajournement par l'Autorité Contractante.

Lorsque l'Autorité Contractante ordonne l'ajournement de l'exécution du Marché pour une durée de plus de quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables, le Titulaire peut de plein droit demander la résiliation du Marché.

Cette résiliation ouvre droit pour le Titulaire du Marché à indemnité obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du Marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations exécutées, un pourcentage. Ce pourcentage ne peut excéder cinq pour cent (5%).

Article 54. REGLEMENT DE DIFFERENDS

Les parties feront de leur mieux pour régler à l'amiable les différends qui pourraient surgir de l'exécution du présent contrat ou de son interprétation, conformément aux dispositions de l'article 244 du Code des Marchés Publics.

A défaut du règlement à l'amiable, tout différend qui pourrait survenir entre les parties contractantes sera soumis aux dispositions de l'article 245 du Code des Marchés Publics.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 55. MODIFICATION OU AMENDEMENT

A moins d'un accord écrit entre les parties, aucune modification ou aucun amendement



ne peut être apporté au présent contrat.

Article 56. MODIFICATIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

En cas de modifications de nature législative ou réglementaire survenues après la signature du présent marché et qui affecteraient son exécution, les Parties conviennent de se rencontrer à l'effet de réviser de façon équitable les conditions du présent marché.

Article 57. NANTISSEMENT DU MARCHÉ ET CESSIION DE CREANCES

Le présent Marché peut être nanti ou les créances y afférentes cédées dans les conditions fixées aux articles 196 à 204 du Code des Marchés Publics.

Article 58. REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

En tout ce qui n'est pas contraire au présent Marché, l'Entrepreneur reste soumis aux dispositions:

- de la loi n°16/2005 du 20 septembre 2006 portant promotion des Petites et Moyennes Entreprises et des Petites et Moyennes Industries ;
- de la loi n°1/81 du 08 Juin 1981 instituant des mesures administratives et financières propres à promouvoir les Petites et Moyennes Entreprises Gabonaises ;
- de la loi n°4/74 du 31 Mai 1974 relative à la protection des réseaux téléphoniques, électriques et d'adduction d'eau ;
- le Code de l'Environnement ;
- du Décret n° 00027 /PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant code des marchés publics ;
- du Décret n° 0254 /PR/MEEDD du 19 juin 2012 portant code des marchés publics ;
- du Décret n° 1140 /PR/MEFBP du 18 décembre 2002 portant code des marchés publics ;
- du Décret n°1479/PR/MTPTAC du 10 décembre 1973 portant institution d'un cahier des clauses administratives générales imposées aux Entrepreneurs chargés de l'exécution de Travaux Publics pour le compte de l'Etat, des collectivités et Etablissements Publics du Gabon ;
- du décret 405/PR/MBCFPRE du 26 septembre 2012 fixant la nomenclature des pièces justificatives des recettes et des dépenses publiques ;
- de l'arrêté 0006/MEPPDD du 23 mars 2018 fixant les seuils de passation obligatoire des marchés publics ;
- de l'arrêté n°032/21/MER/MBCP du 21 juillet 2021 fixant le barème des frais pour la passation de marchés publics ;
- de l'arrêté n°032-22/MER/MBCP du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour les entreprises attributaires ;
- et tout autre texte en vigueur applicable en la matière en République gabonaise.

Article 59. CLAUSE ANTI-CORRUPTION ET ANTI-COLLUSION

L'Entrepreneur déclare :

Ne pas avoir eu recours à des pratiques de collusion avec les autres soumissionnaires lors de la passation du présent marché afin d'établir les prix



des offres à des niveaux artificiels et non concurrentiels pouvant ainsi priver l'Autorité contractante des avantages d'une concurrence libre et ouverte.

Que la négociation, la passation, et l'exécution du contrat n'ont pas donné ou ne donneront pas lieu à perception de FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES et que dans l'éventualité où des FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES auraient été payés, il s'engage à en reverser le montant équivalent au BENEFCIAIRE pour qu'il le restitue à l'Autorité Compétente.

Qu'il n'a pas proposé, et ne proposera pas directement ou indirectement des avantages quelconques (offres, promesses de dons, dons) constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics.

Le terme "FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES" désigne toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas au moins d'un contrat autonome en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifiée ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.

Article 60. ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHE

Le présent marché entrera en vigueur dès l'accomplissement des formalités suivantes :

[pour les marchés de l'Etat]

- sa Signature par l'Entrepreneur ;
- sa Conclusion par l'Autorité contractante ;
- son visa par le Directeur Général du Contrôle Budgétaire et Financier
- son Visa par le Directeur Général du Budget et des Finances Publiques;
- son Approbation par le Directeur Général des Marchés Publics;
- sa Notification à l'Entrepreneur.

[pour les marchés des autres entités, se conformer aux dispositions de l'article 130 du décret n°00027/PR/MEPPDD du 17 janvier 2018 portant code des marchés publics]

La date à laquelle cette dernière formalité aura été accomplie sera la date officielle d'entrée en vigueur du marché en application des dispositions de l'article 135 du Code des Marchés Publics.

Arrêté le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à SOIXANTE (60) articles.



MARCHE N°.....

OBJET :

<p>Lu et Approuvé</p> <p>Signé le ... L'ENTREPRENEUR</p> <p>[Prénoms & Noms]</p>	<p>Conclu par :</p> <p>[Qualité ou Fonction de la personne elle-même ou Personne dûment habilitée à signer en ses lieu et place]</p> <p>[Prénoms & Noms]</p>
<p>Visé le</p> <p>Par le Directeur Général du Budget et des Finances Publiques</p> <p>Wilfried NZAMBA MANGALA</p>	<p>Visé le</p> <p>Par le Directeur Général du Contrôle Budgétaire et Financier</p> <p>Hugues MFA NGUEMA</p>
<p>Approuvé par le Directeur Général des Marchés Publics</p> <p>Sous le numéro.....en date du</p> <p>Commissaire Général Sylvie NGUEMBHYT</p>	



LISTE DES DOCUMENTS EN ANNEXE

1. – Détail Quantitatif et Estimatif
2. – Bordereau des prix unitaires
3. – Cahier de spécifications techniques
4. – **planning de travaux**
5. – Dossier juridique du Titulaire
 - a. **l'agrément de commerce ou fiche circuit ;**
 - b. **l'attestation de non faillite datant de moins de six mois ;**
 - c. **l'attestation d'imposition revêtue du cachet du comptable public, en cours de validité (pour les nationaux) ;**
 - d. **l'attestation C.N.S.S, en cours de validité (pour les nationaux);**
 - e. **l'attestation CNAMGS, en cours de validité (pour les nationaux).**
6. – Avis de non objection de la DGMP (**pour l'ouverture de la procédure d'entente directe ou d'appel d'offres restreint**)
7. – Lettre d'approbation du rapport d'évaluation des offres de la DGMP (**pour les marchés par appel d'offres ouvert ou restreint**)
8. – Quittance de paiement des frais de passation (**pour les marchés par entente directe**)
9. – Accusé de réception du formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs
10. – Assurance responsabilité civile professionnelle de l'entreprise
11. – Attestation de non exclusion aux marchés publics délivrée par l'ARMP



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES



CAHIER DE CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

I.- LISTE DES PARTIES

Les travaux sont répartis en HUIT (08) partis.

II.- LISTE DES CORPS D'ETAT

- Gros-œuvre
- Étanchéité toiture
- Faux-plafond
- Menuiserie bois/aluminium
- Revêtements de sols et murs
- Plomberie sanitaire
- Électricité
- Peinture

III.- LISTE DES PLANS

Pas de plans joints compte tenu qu'il s'agit d'une réhabilitation de l'existant.

IV.- PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

IV.1.- Généralités

Les travaux devront être exécutés suivant les règles de l'art, en conformité avec les normes et règles en vigueur, dont notamment :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics ;
- le Code des Marchés publics ;
- les DTU ;
- les textes règlementaires ;
- les normes françaises.

L'entreprise doit utiliser les matériaux et produits dont les caractéristiques, dimensions, formes et qualités sont fixées par les DTU.

En complément des documents fournis au dossier d'appel d'offres, l'entrepreneur devra se rendre compte, par une visite préliminaire au dépôt de son offre, de l'état des lieux, des difficultés éventuelles d'exécution des travaux et, en général, de toutes les sujétions à prendre en considération pour son lot.

L'entrepreneur devra joindre à son offre un planning détaillé indiquant le temps d'exécution de son lot.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et CCTP pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations, de même qu'aucun supplément ne sera



accepté à ce titre après la remise de son offre.

Toutes les dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs devront être respectées par l'entrepreneur et ses éventuels sous-traitants, en conformité avec le code du travail.

De plus, pour les travaux en hauteur, il sera du par l'entrepreneur, toutes les protections contre les chutes, conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les matériaux non utilisables seront enlevés et transportés ou stockés en fonction de la nature des déchets par l'entrepreneur concerné.

Les nuisances provoquées par les travaux devront être limitées au bénéfice des occupants des bâtiments, des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

IV.2.- Dossier de réalisation et d'ouvrages exécutés

L'entrepreneur établira à ses frais si nécessaire en vue d'une meilleure prestation, les plans et tous documents indispensables pour la réalisation des ouvrages, en particulier les plans de réalisation, plans de détails, de fabrication, de montage et d'atelier en fonction des matériaux et matériels choisis.

IV.2.1 AVANT EXECUTION :

- les dispositions particulières concernant le passage du matériel pendant le chantier ;
- les plans généraux des installations comportant toutes les indications nécessaires à une parfaite coordination des travaux tous corps d'état ;
- tous les plans de détails d'exécution du corps d'état et, en particulier :
 - . les notes de calculs définitives ;
 - . les documents demandés par le bureau de contrôle (détails, calculs justificatifs, agrément, etc...).

IV.2.2 AVANT RECEPTION :

Dès que possible et obligatoirement avant la réception des ouvrages, l'entrepreneur devra remettre au

Maître d'œuvre, le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) comprenant :

- les plans et schémas d'exécution « certifiés conformes » à la réalisation ;
- les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en œuvre ;
- une liste des pièces de rechange de première nécessité à approvisionner par le Maître d'Ouvrage, ainsi que la nomenclature de tous les matériels mis en œuvre (marques et caractéristiques des appareils, notices de fonctionnement et d'entretien) ;
- l'état des interventions obligatoires à prévoir dans le contrat de maintenance avec leur périodicité.

Tous ces plans seront établis par l'entreprise sur la base des plans mis à jour par l'architecte des ouvrages réellement exécutés.

VI.- GROS-ŒUVRE



VI.1.- Etudes

L'entrepreneur a la charge toutes les études nécessaires à la réalisation des travaux du présent corps d'état.

VI.2.- Travaux sur ouvrages existants

Sont concernés par ces travaux, toutes les parties d'ouvrage du gros-œuvre faisant l'objet de reconstruction, de modification ou d'adaptation, ainsi que ci-après.

VI.2.1.- Démolition des ouvrages défectueux

Tous les ouvrages de structure ainsi tous les murs défectueux seront démolis pour être remplacés conformément aux travaux décrits en VI.2.

VI.2.2.- Colmatage de fissures :

- décapage de l'enduit le long de la fissure sur une largeur minimale de 10 cm ;
- élargissement de la fissure en profondeur en V ;
- bourrage de la saignée au mortier de ciment ;
- pose d'une toile type « Nid de poule » à fleur de la surface des agglomérés ;
- finition par un enduit au mortier de ciment.

VI.2.3.- Rebouchage de trous de climatisation :

- dépose des cadres bois et des grilles de protection des climatiseurs ;
- fermeture des trous par des agglomérés de ciment de 15 cm ;
- crépissage intérieur et extérieur.

V.- ETANCHEITE TOITURE

V.1.- Consistance des travaux

Les travaux décrits ci-après ont pour but de définir les travaux du corps d'état
ETANCHEITE
TOITURE

V.2.- Exécution des travaux

Il appartient à l'entreprise d'exécuter tous les travaux de sa spécialité nécessaires à la réalisation parfaite de l'étanchéité de la toiture.

Aucun travail d'étanchéité ne sera exécuté tant que le support sera humide ou sous la pluie.

V.2.1.- Complexe d'étanchéité

Support dalle béton sans pentes.

Les matériaux employés, le type de pose et la composition retenus devront être soumis à l'approbation du Maître d'œuvre. La composition ci-après est donnée à titre indicatif :

- 1 couche d'imprégnation à froid SIPLAST PRIMER
- 1 couche d'étanchéité ADEPAR JS autoadhésive.



VI.- FAUX-PLAFOND

VI.1 – GENERALITÉS

VI.1.1- Consistance des travaux

Les travaux décrits ci-après ont pour but de définir les travaux de FAUX-PLAFOND.

VI.1.2- Clauses techniques

Les matériaux devront être classés non inflammables M1.

VI.1.3.- Remplacement de plaques de faux-plafonds détériorés

Remplacement de plaques de faux-plafonds détériorées par des plaques en contreplaqué de même épaisseur, sous réserve que cette épaisseur soit au moins de 5 mm.

Pose de corniches décoratives en bois sur tout le pourtour des faux-plafonds qui n'en possèdent pas.

VI.1.4.- Réalisation de faux-plafonds en contreplaqué

Fourniture et pose de faux-plafonds en contreplaqué de 5 mm d'épaisseur minimale comprenant :

- ossature bois fixée sur pourtour des murs, et suspentes en sous face de plancher ou sur charpente bois ;
- pose des panneaux 125 cm x 61 cm de dimensions maximales, joints creux de 1 cm, par clouage sur l'ossature compris toutes découpes ;
- corniche décorative en bois sur tout le pourtour.

VII.- MENUISERIE BOIS

VII.1.- Consistance des travaux

Les travaux décrits ci-après ont pour but de définir les travaux de MENUISERIES BOIS pour l'ensemble des ouvrages.

VII.2.- Matériaux et fournitures

Les matériaux et fournitures utilisés pour les travaux de MENUISERIES BOIS devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

- nature et qualité des bois : les bois employés seront du meilleur choix dans les différentes catégories (visibles, peintes) et selon les essences. Pour l'usinage, les bois devront avoir un taux d'humidité intérieure inférieur ou égal à 14%. Tous les bois vus ne comporteront aucune flache, ni épaufrure, ni autre défaut pouvant nuire à l'aspect des ouvrages finis ;
- quincaillerie-serrurerie : tous les articles de quincaillerie seront de 1ère qualité. Les serrures devront répondre aux normes de qualité exigées par le label NF SNFQ-1.

Couche d'impression

Sauf spécification contraire, le titulaire du présent corps d'état aura à appliquer la couche d'impression sur les ouvrages à peindre ou une couche de vernis sur les ouvrages à vernir.



Habillages et couvre-joints

Les prestations dues par le présent entrepreneur comprennent implicitement la fourniture et la pose de tous les habillages et couvre-joints nécessaires pour une parfaite finition. Ces éléments seront toujours de même nature et de même finition que les ouvrages au droit desquels ils seront mis en œuvre.

Protection et nettoyage des ouvrages finis

Tous les ouvrages susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés efficacement, jusqu'à la réception, à l'aide de bandes adhésives, film plastique, ou tout autre moyen. Les angles vifs et arêtes des ouvrages seront protégés par des baguettes. Toutes les salissures éventuelles seront nettoyées.

VII-3.- Descriptif des ouvrages

VII-4-1.- Portes

Huisserie

L'huisserie sera réalisée en bois dur du pays, traité, destiné à être vu ou peint, de la largeur du mur, enduit compris. Elle pourra être réalisée en deux parties dont une définira la feuillure.

La hauteur de passage libre sera de 202,5 cm.

La largeur sera fonction de la position dans l'ouvrage. Passage libre : 70 cm, 80 cm, 90 cm, 120 cm, 140 cm ou 180 cm.

Porte isoplane PI

Du type alvéolaire, contreplaqué de 5 mm sur les deux faces.

Epaisseur 40 mm à peindre.

Ferrage 3 paumelles de 140 mm x 70 mm, lames à bout carré, nœuds à tête plate et bague en laiton.

Serrure à condamnation pour les toilettes.

Serrure à cylindre pour les autres pièces.

Type 1

Largeur suivant emplacement, 1 battant ouvrant.

Porte pleine PP

A âme pleine : bois, panneaux pleins.

Epaisseur 40 mm à peindre ou à vernir.

Ferrage 4 paumelles de 140 mm x 70 mm, lames à bout carré, nœuds à tête plate et bague en laiton.

Serrure à condamnation pour les toilettes.

Serrure à cylindre pour les autres pièces.

Type 1

Largeur suivant emplacement, 1 battant ouvrant.

Placards encastrés

Ils seront réalisés conformément à l'existant ou à la demande de l'utilisateur, avec condamnation de battants par loqueteaux et aimants, fermeture par serrure :

- en contreplaqué de 15 mm avec ou sans placage sur la façade et les parois vues ;
- en bois, panneaux pleins ;



- ou en bois persienné

VIII.- REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS

VIII.1.- Consistance des travaux

Les travaux décrits ci-après ont pour but de définir les travaux de CARRELAGE FAÏENCE pour l'ensemble des ouvrages.

VIII.2.- Choix des matériaux

Carreaux et faïence

Les carreaux devront être soumis au Maître d'œuvre avant la pose. Sauf exception, ils seront de classement « bon choix » série I pour les sols, et de classement « choix commercial » pour les revêtements muraux.

Le Maître d'œuvre pourra exiger la démolition et la réfection de tout ouvrage qui ne serait pas exécuté en matériaux d'un choix irréprochable, aux frais de l'entrepreneur.

Composition des bétons et mortiers

Tous les agrégats employés devront être des matériaux satisfaisant aux normes requises. Ils ne devront contenir aucun corps étranger, en particulier aucune trace d'argile ou de calcaire.

VIII.3.- Préparation des supports

Les revêtements existants du type moquette ou thermoplastique seront déposés dans toutes les pièces à carreler.

Les supports devront être parfaitement nettoyés. Ils seront débarrassés de tous les déchets de ciment, d'argile ou autres. Ils seront grattés et lavés si nécessaire.

VIII.4.- Prescriptions et pose de revêtements

VIII.4.1.- Carrelage

Les carreaux seront disposés, suivant les maquettes établies au début du chantier, parfaitement de niveau pour régner rigoureusement avec les sols des pièces voisines.

Les revêtements de sols et les plinthes seront posés à joints normaux (1 mm à 1.5 mm), compte tenu du collage propre à chaque fabrique.

Tous les revêtements de sols devront être parfaitement plans et d'aplomb et les joints de ces revêtements devront être parfaitement alignés, avec toutefois les tolérances de pose ci-après :

- planimétrie : une règle de 2.00 m de longueur posée sur la tranche, en tous sens ne devra pas faire apparaître de défaut de planimétrie supérieur à 5 mm ;

- alignement : la même règle posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence d'alignement de joint supérieur à 0,5 mm en plus des tolérances de fabrication.

Dans les locaux où il est prévu des siphons de sol, les sols carrelés devront accuser une



penne régulière vers le ou les siphons.

La jonction entre revêtements de sols différents se fera à fond de feuillure des huisseries.

Dans tous les cas où il est prévu un revêtement vertical en faïence, ce revêtement partira du dessus de la plinthe.

Toutes les entailles et découpages au droit des tuyaux, robinets ou autres, devront être très soigneusement ajustés. Tout carreau fendu ou détérioré, même légèrement, sera immédiatement remplacé.

Jointe de fractionnement

L'entrepreneur devra exécuter des joints de fractionnement en matière souple ou semi-rigide dans le mortier de pose et dans le carrelage :

- dans les couloirs, tous les 8 mètres ;
- dans les grandes surfaces pour réaliser des zones de 60 m² maximum dans le cas d'une pose adhérente et de 30 m² maximum dans le cadre d'une pose sur isolant ou désolidarisée.

Jointe de dilatation

Fourniture et pose de joints de dilatation, suivant indication des plans comprenant :

- 2 rives en aluminium fixées à la dalle,
- 1 joint souple embrevé dans les rives aluminium et relevé à chaque extrémité.

Carrelage grès cérame posé à bain de mortier (chape 50 mm)

Fourniture et pose de carrelage grès cérame 300 x 300 mm, 400 mm x 400 mm et 600 mm x 600 mm

CLASSEMENT UPEC U4P4E3C2 mis en œuvre à bain de mortier.

Y compris plinthes de même nature, joints au coulis de ciment et toutes coupes apparentes nécessaires soignées.

VIII.4.2.- Revêtements en carreaux de faïence

Les revêtements muraux seront réalisés en carreaux de faïence, posés sur les refends en béton ou en maçonneries enduites ou sur les cloisons à l'aide d'une colle éprouvée ne tachant pas, ayant reçu l'agrément du C.S.T.B. et bénéficiant d'un avis technique en cours de validité.

Les joints seront remplis au ciment blanc spécial ou au ciment teinté avec addition d'hydrofuge, suivant les nuances des carreaux. Joints d'épaisseur 2 mm.

Prévisions

Carreaux de faïence blanche.

Toutes parois, toute hauteur.

Localisation : cuisines, toilettes et salles d'eau.

VIII.4.3.- Siphon de sol

Les découpes seront prévues au droit des siphons par le GROS-ŒUVRE ; La fourniture sera à la charge

du Plombier. La pose est prévue au présent corps d'état.

VIII.4.4.- Socles

Il sera dû au titre du présent corps d'état, l'ensemble des socles en béton, au droit de placards, canalisations, d'une hauteur de 0.10 m. Habillage en plinthes grès cérame de même nature que le carrelage du local considéré.



IX.- PLOMBERIE SANITAIRE

Les travaux décrits ci-après ont pour but de définir les travaux de PLOMBERIE SANITAIRE-RESEAU

RIA-PROTECTION INCENDIE pour l'ensemble des ouvrages.

IX.1.- Consistance des travaux

Les travaux comprendront l'ensemble des fournitures, travaux, essais, réglages et mise en service nécessaires pour la bonne exécution des installations à réaliser et cela jusqu'au complet achèvement des ouvrages en parfait état de fonctionnement et notamment :

- la fourniture et la pose de l'appareillage sanitaire et de son équipement,
- la fourniture et mise en œuvre des canalisations de distribution d'eau froide,
- la fourniture et mise en œuvre des canalisations d'évacuation eaux usées et eaux vannes,
- la remise en état des installations existantes de distribution eau froide et eau chaude défectueuses,
- la remise en état des installations d'évacuation eaux usées et eaux vannes défectueuses,
- le raccordement des appareils sanitaires sur les chutes EU-EV,
- l'installation du réseau RIA et mise en conformité de l'existant,95
- l'installation de la protection incendie,
- les plans de recollement.

IX.2.- Choix des matériaux

Appareils sanitaires

Les entreprises auront à proposer des appareils sanitaires et de la robinetterie avec leur description exacte. Le matériel proposé devra être de premier choix et de couleur blanche.

Le choix définitif des appareils et de robinetterie sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre.

La robinetterie sera aux normes NF.

Description des appareils sanitaires

Localisation : suivant plans architectes.

WC à l'anglaise,

Cuvette à deux points de fixation au sol par vis,

Dispositif support avec réservoir fixé sur cuvette,

Abattant double blanc.

Lavabo

Lavabo avec deux points de fixation sur mur par vis,

Colonne de support.

Lave-mains

Lavabo avec deux points de fixation sur mur par vis.

Vannes et robinetterie

Les robinets d'arrêt doivent être conformes aux normes en vigueur et du même diamètre



que les tuyauteries sur lesquelles ils sont posés.

La robinetterie ne devra pas produire de sifflement ou de battement tant en position ouverte que lors des manœuvres. Il sera privilégié des robinets avec bouton poussoir pour des appareils dont la fréquence d'utilisation est élevée.

Des anti-béliers seront placés à tous les points susceptibles d'engendrer des coups de bélier.

Dans les circuits de distribution, chaque groupe d'appareils et chaque appareil seront munis d'une vanne d'isolement.

XV.3.- Réseau de distribution

Le réseau de distribution EF passera sous fourreaux dans murs, dallages et planchers pour alimenter les appareils sanitaires.

Le raccordement des appareils sanitaires sera réalisé suivant le tableau ci-après :

- WC Ø 12/14
- lavabo Ø 12/14
- lave mains Ø 12/14

Toutes les tuyauteries de distribution EF non apparentes seront réalisées en tube cuivre. Celles passant dans les gaines techniques et faux planchers seront soigneusement calorifugées par la mousse type

PREST-O-FLEX de 13 mm d'épaisseur, série M1.

Le diamètre des tuyauteries sera calculé de façon que la vitesse d'écoulement de l'eau ne produise aucun bruit : en distribution intérieure, la vitesse sera inférieure à 1.0 m/s.

Des robinets de puisage muraux laiton avec commande ¼ de tour et patte de fixation seront positionnés à l'extérieur des locaux. Ils seront alimentés par canalisation cuivre depuis le réseau d'eau potable et équipés de vannes d'isolement.

IX.4.- Evacuation des eaux usées et eaux vannes

Raccordement des vidanges des appareils

Les vidanges des appareils sanitaires seront raccordées sur les collecteurs et les chutes en tube PVC série évacuation. Le raccordement se fera suivant le diamètre suivant :

- WC Ø 100
- lavabo Ø 40
- lave mains Ø 40

Collecteurs EU – EV

L'entreprise devra réaliser un réseau d'évacuation des appareils sanitaires en 2 réseaux séparatifs eaux usées et eaux vannes. Ils seront réalisés en tube PVC série d'évacuation et passeront en faux plancher avec une pente minimale de 2 cm/m. Ce réseau devra comporter tous les organes de visite, tés de dégorgement, etc..., avant de se raccorder sur les chutes eaux usées et eaux vannes.

La ventilation de ces réseaux sera assurée par des canalisations PVC sortant en toiture sur chapeau pare pluie.

X.- ELECTRICITE



Le présent corps d'état a pour objet la fourniture et la pose des ouvrages d'ELECTRICITE COURANT FAIBLE.

X.1.- Consistance des travaux

Les travaux incombant au présent corps d'état concernent principalement les travaux non limitatifs ci-après :

- la dépose des installations existantes défectueuses ;
- les études techniques, bilan de puissance éclairage et climatisation, et les plans de montage et construction,
- la fourniture de différents matériaux composant les éléments ainsi que tous les accessoires ;
- la mise en place ou le remaniement des protections individuelles ;
- la mise en œuvre des matériaux ou des éléments sur le site suivant les normes, prescriptions et règles de l'art ;
- le tableau général basse tension ;
- la mise à la terre et les liaisons équipotentielles ;
- le repérage de tous les circuits ;
- les fournitures et prestations annexes ou complémentaires ne figurant, ni aux plans, ni au CCTP, mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conformément aux normes françaises et DTU en vigueur ;
- les essais physiques et mécaniques des ouvrages.

X.2.- Documents à fournir par l'entreprise et engagements

X.2.1.- Avant les travaux

A cette phase de l'opération, élaboration des plans d'exécution des ouvrages comprenant notamment :

- les schémas unifilaires des circuits puissance, de protection et de mesure complétés par leurs notations caractéristiques ;
- les vues en plan et élévation représentant l'implantation des équipements tels que : luminaires, tableaux, interrupteurs, etc... ;
- les vues en élévation des tableaux et armoires représentant la disposition de l'appareillage ;
- les tracés des canalisations individuelles et chemins de câbles avec leurs dimensionnements ;
- les schémas et plans du réseau de mise à la terre, ainsi que la composition des répartiteurs, puits de terre et fixation des utilisations.

Il sera proposé un échantillonnage des matériels entrant dans la réalisation des ouvrages.

X.2.2.- Pendant les travaux

Il appartiendra à l'entrepreneur de provoquer en temps, toute demande de renseignements techniques qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne compréhension des travaux à exécuter.

Les essais seront réalisés conformément à la partie 6 de la Norme NF C 15.100. Une période d'essai sera prévue pour les réglages avant réception. Cette période ne pourra

être inférieure à un mois.

X.2.4.- A la réception

Aussitôt après la terminaison de l'installation et avant réception, l'entreprise devra fournir les derniers plans de recollement mis à jour.

Durant la visite de réception, il sera procédé à la vérification de la conformité des installations réalisées et aux essais de sécurité et de performance et notamment :

- des vérifications d'équilibrage des phases,
- des essais d'isolement des réseaux entre phases et entre neutre et phase,
- des contrôles de résistance de terre et d'impédance des circuits,
- des contrôles de conformité au projet,
- des contrôles des niveaux d'éclairage.

X.3.- Prescriptions spéciales aux matériels et mode d'exécution

X.3.1.- Installation et implantation du matériel

Les circuits d'éclairage seront protégés par des disjoncteurs tétra polaires ou bipolaires différentiels 300 mA et ceux des prises de courant et des locaux humides par des différentiels 30 mA.

En dehors des cotes spéciales indiquées sur les plans, la position de l'appareillage sera en principe la suivante :

- les armoires ou tableaux de distribution du type scellé au mur auront leur bord supérieur situé à 1,80 m au-dessus du sol ;
 - les canalisations seront posées ou encastrées, dissimulées, en apparent ou suspendues, suivant les conditions de pose indiquées par l'U.T.E. et les prescriptions des constructeurs ;
 - les cheminements de câbles et boîtes de dérivations dans les faux-plafonds seront fixés à la structure fixe du bâtiment ;
 - l'ensemble du petit appareillage sera adapté au mode de pose et à la nature des canalisations, en règle générale encastré, à boîte carrée et fixation à vis ;
 - dans les autres locaux, les prises seront disposées à 0,30 m du sol fini.
- Les socles des prises de courant seront munis d'obturateurs d'alvéoles.

X.4.2.- DISTRIBUTION ELECTRIQUE

X.4.2.1 - Tableau Général Basse Tension

Les tableaux et armoires seront, selon le cas, de type suivant :

- armoires non équipées en matière plastique moulée, avec portillon fermant à clé, équipée de tous les supports pour recevoir l'appareillage ;
- armoires non équipées, étanches, en tôle d'acier laquée, étanche, avec portillon fermant à clé, équipée de tous les supports pour recevoir l'appareillage.

Ces armoires seront à équiper par l'entrepreneur avec tous les dispositifs, organes et appareillages de coupure, de protection, de commande et de sécurité nécessaires en fonction des caractéristiques des installations, en conformité avec la norme NF C 15-100 et le DTU n° 70.1.

Pour les armoires avec portillon, tous les dispositifs de contrôle et de commande et les



voyants lumineux seront ramenés sur la façade du portillon.

Une réserve en volume et en puissance de 20 % devra être prévue sur le ou les jeux de barres force motrice.

A/ Equipement

L'ensemble des appareillages équipant le tableau sera installé avec châssis en fers profilés DIN. Le câblage sera réalisé en fil HO7 VK, en couleur des différents conducteurs conforme à la norme C

15.100, section minimum de 1,5 mm², installé sous goulottes et en torons fixés par bandes Eribe sur les portes. Chaque fil sera repéré à ses extrémités en conformité aux plans et schémas d'exécution.

Les équipements comprendront :

- la coupure omnipolaire, (accessible de la face avant, portes fermées) ;
- les disjoncteurs différentiels de protection de chaque départ (commandes accessibles de la face avant, portes fermées) ;
- un parafoudre pour la limitation des surtensions ;
- les alarmes en face avant ;
- les différents organes de commande (télérupteur, minuterie, contacteurs, relais, BAES, etc) ;
- les boutons poussoirs lumineux marche-arrêt (en façade de l'armoire) ;
- un voyant présence tension et un bouton essai lampes (en façade de l'armoire) ;
- les borniers de raccordement.

Le nombre de pôles des disjoncteurs sera :

- tétra polaire : pour 3 phases + N ;
- tripolaire : pour 2 phases + N ;
- bipolaire : pour 1 phase + N.

Il sera laissé un emplacement disponible de 20 à 30% dans l'armoire pour permettre des extensions ultérieures.

B/ Repérage du matériel

A l'intérieur, chaque appareil sera repéré par étiquette gravée en noir sur fond blanc, indiquant l'utilisation et le repère conforme au schéma, pour les protections des circuits, le repérage indiquera en clair le nom des locaux ou des appareils alimentés.

A l'extérieur, les appareils de commande et de signalisation seront repérés par des étiquettes indélébiles.

XI.- PEINTURE

XI.1.- Etendue des travaux

Le présent CCTP a pour but de définir les travaux de PEINTURE pour l'ensemble des ouvrages.

XI.2.- Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les travaux de PEINTURE devront répondre aux conditions et prescriptions ci-après.



Classification des produits de peinture

Ces produits sont classés suivant la norme NF T 36-005 et doivent être conformes aux normes du DTU 59.1.

Produits de marque

Les produits de marque devront être livrés sur le chantier dans les emballages d'origine et ils devront répondre aux contextures et qualités garanties par le fabricant, ainsi qu'aux emplois auxquels ils sont destinés.

Une fiche technique accompagnera les produits de peinture choisis par le peintre. Cette fiche devra faire ressortir les spécifications et les labels de ces produits.

XI.3.- Spécifications et prescriptions techniques

XI.3-1.-Subjectiles

Avant le début des travaux, l'entrepreneur titulaire du présent corps d'état procédera à la reconnaissance des subjectiles, tant pour en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour vérifier leur état.

Toute réserve ou observation éventuelle devra être portée à l'attention du Maître d'œuvre qui décidera, après un examen contradictoire avec les corps d'état intéressés, de la mise en conformité des ouvrages mis en cause.

Le Maître d'œuvre pourra alors être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature ces travaux complémentaires seront réalisés soit par l'entrepreneur ayant réalisé les supports concernés, soit par l'entrepreneur du présent corps d'état, mais les frais seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant réalisé le support.

XI.3-2.-Prescriptions techniques

Généralités

L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux et les extérieurs entièrement finis dans les règles de l'art.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge tous échafaudages et autres agrès nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

Liste des produits

L'entrepreneur soumettra avant le commencement des travaux au Maître d'œuvre pour agrément, la liste des produits qu'il envisage d'utiliser.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les produits qui ne correspondraient pas aux conditions et prescriptions du présent CCTP.

Choix des produits

Avant tout début de travaux, l'entrepreneur s'assurera que les différents produits prévus au présent CCTP conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, et ceci en fonction de la nature et de l'état des subjectiles dont il aura une parfaite connaissance, ainsi que des conditions climatiques ou autres particularités du chantier.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent corps d'état sera toujours responsable du choix de produits qu'il entend mettre en œuvre :

- les produits pour impressions et couches primaires seront à déterminer par l'entrepreneur en fonction de la nature et de l'état des subjectiles d'une part, et de la

nature du type des produits de finition d'autre part ;

- les produits pour rebouchages et enduit devront être compatibles avec les couches d'impression ou couches primaires ainsi qu'avec les produits de finition pour les enduits ; ils devront être adaptés au type de finition lisse ou structurée ;
- les produits pour couches intermédiaires et de finition devront être compatibles avec les produits des couches préparatoires et apprêts, et être de type voulu pour permettre d'obtenir l'aspect de finition demandé.

Choix des teintes

Le choix des teintes appartient au Maître d'œuvre.

XI.3-3.- Consistance des travaux

Les travaux à la charge de l'entrepreneur du présent corps d'état comprennent implicitement tous ceux nécessaires à la parfaite et complète finition des ouvrages, à savoir :

- la reconnaissance des subjectiles,
- la fourniture des produits propres à l'exécution des travaux,
- la fourniture de l'outillage, du matériel d'exécution ainsi que les échelles et échafaudages,
- la mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes mobiles façonnées par les autres corps d'état,
- l'application des produits suivant les prescriptions du Cahier de Charges DTU et les documents particuliers du marché,
- la qualité et l'aspect de finition, le degré de brillant, les coloris et les rechampissages prescrits dans les documents particuliers du marché,
- le nettoyage des salissures occasionnées par l'intervention du peintre.

Ils comprennent également :

- la remise en état d'anciens fonds, dans le cas des travaux d'entretien,
- les ponçages à l'abrasif, à l'eau et les ponçages spéciaux.

Remise du chantier au peintre

Au moment de l'exécution des travaux de peinture :

- les enduits auront été exécutés et leur état conforme aux prescriptions prévues au Cahier de Charges ;
- les chapes, dallages, carrelages et revêtements doivent être exécutés et les remontées d'humidité qui en proviennent doivent avoir disparu ;
- toutes traces de ciment, colles doivent avoir été soigneusement enlevées ;
- les tranchées, raccords et scellements doivent être rebouchés et secs ;
- toutes les menuiseries et leurs habillages doivent être terminés, la mise en jeu et les réglages exécutés ;
- dans la mesure du possible, les appareils sanitaires non scellés seront posés après l'exécution des travaux de peinture. Dans le cas où cette prescription serait impossible à respecter, ces ouvrages devront avoir été protégés par le corps d'état concerné.

Travaux après peinture

A la fin des travaux de peinture, l'entrepreneur exécutera le nettoyage des salissures occasionnées par son intervention.

Les corps d'état concernés procéderont ensuite à la pose des appareils, appareillages et



accessoires suivants, ou la réalisation des prestations suivantes :

- poignées de portes,
- joints et butoirs,
- plaques de propreté,
- interrupteurs et prises,
- tringles à rideau,
- petit équipement sanitaire (miroirs, porte papier hygiénique,..),
- mobiliers de cuisine ou de sanitaires,
- robinetterie



CAHIER DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES



NON APPLICABLE



DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF



Devis quantitatif et estimatif

TRAVAUX PREPARATOIRES

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant total
100	Installation de chantier				
101	Implantation et repli de chantier	Ens	1,00		
102	Mise en place du panneau de chantier	Ens	1,00		
103	Protection du revêtement de sol et objets durant la période des travaux par une polyane noir et toutes sujétions de mise en œuvre et de bonne exécution	Ens	1,00		
104	Nettoyage de fin de chantier, intéressant toutes les parties apparentes comprenant : - Enlèvement de toutes traces de mortier et sciure, lessivage des sols carrelés - Nettoyage des profilés de menuiseries - Nettoyage des vitrages sur les façades - Nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et accessoires - Nettoyage de l'appareillage électrique - Nettoyage des quincailleries - Enlèvement des traces de peinture ou d'huile sur tous les équipements et autres ouvrages - Enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes - Enlèvement des déchets, emballage et déblais de chantier aux décharges	Ens	1,00		



	publiques				
Sous total 100					
200	Délimitation de sécurité urbaine et copropriétés				
201	Balisage de zone de travaux	Ens	1,00		
202	Création d'un chemin d'accès chantier et de contrôle	Ens	1,00		
203	Fourniture de matériel de levage et mise en place d'un Echafaudage métallique exécuté à toute hauteur sur tout l'immeuble	Ens	1,00		
Sous total 200					
300	Décapage d'anciens revêtements durs				
301	Dépose de L'étanchéité existante du plancher de dalle (R+1 et 2) y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	1480,00		
302	Décapage des enduits au mortier de ciment aux endroits indiqués de murs intérieur (bureaux et couloirs) R+1 y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	720,00		
303	Décapage des enduits au mortier de ciment aux endroits indiqués de murs intérieur (bureaux et couloirs) R+2 y compris aussi l'évacuation à la	m ²	720,00		



	décharge publique				
304	Réagrèage sur les panneaux de murs intérieur (bureaux et couloirs) R+1 y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	1 600,00		
305	Réagrèage sur les panneaux de murs intérieur (bureaux et couloirs) R+2 y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	1600,00		
306	Décapage avec précautions des différentes couches des peintures par tout moyen approprié selon les indications, y compris dépoussiérage, lavage à l'eau claire, nettoyage, évacuation à la décharge publique	m ²	2850,00		
307	Réagrèage sur les panneaux de murs intérieur (bureaux et couloirs) R+2 y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	1600,00		
308	Réagrèage sur les panneaux de murs intérieur (bureaux et couloirs) R+1 y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	1600,00		
309	Dépose des gouttières de toits en fonte ou en PVC y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	ml	100,00		
310	Dépose de revêtements de carreaux de sol (R+1 et 2) y compris aussi l'évacuation à la décharge publique	m ²	1540,00		
Sous total 300					
400	Dépose d'anciens revêtements légers				
401	Dépose de l'installation électrique y compris évacuation des débris à la décharge publique.	Ens	1		



402	Dépose soignée des installations sur façades de l'immeuble, qui comprennent les climatiseurs, les antennes paraboliques et les appareillages divers, y compris moteurs, câbleries, fixations métalliques, et les moteurs d'eaux, entreposage dans un endroit désigné par le maître d'ouvrage, transport, manutention et évacuation des débris à la décharge publique.	Ens	1		
403	Dépose des anciennes portes	Ens	1		
404	Dépose des anciennes support de sanitaire et plomberie	Ens	1		
Sous total 400					
500 Étanchéité sur toiture					
501	Rénovation des chéneaux (gouttière de toits) par la vérification des composants, consolidation du support(béton), remplacement de ceux dégradés, traitement et nettoyage y compris l'étanchéité de l'ensemble, scellement.	m ²	720		
502	F/P d'un système d'étanchéité liquide à base de résine élastomère acrylique en phase aqueuse mono composite pour toiture	m ²	720		
503	Relevé d'étanchéité	ml	120		
504	F/P des descentes des eaux pluviales raccordement, coude, système de fixation. PVC PN6	ml	120		
505	F/P des gouttière de toits de première qualité, remplacement et complètement de ceux manquants y compris scellement, système de fixation	ml	120		
Sous total 500					



A - TOTAL TRAVAUX PRÉPARATOIRE	
---------------------------------------	--

ETAGE 1

100	Soudure				
101	F/P Soudure de grille de sécurité d'accès couloir et Grille anti-effraction fixe en tube carré et fer plat	Ens	1,00		
102	F/P Soudure de la main courante de l'escalier	Ens	1,00		
Sous total 100					
200	Maconnerie - béton				
201	F/P d'enduit pelliculaire sur plafonds, avec adjuvant anti-retrait	m ²	720,00		
202	Traitement des fissures superficielles non structurelles avec un enduit de rebouchage souple et fibré	m ²	400,00		
203	Chape de scellement ciment au sol (avant carreaux) et sur dalle (avant plafond)	m ²	500,00		
204	Enduit vertical au mortier de ciment sur mur intérieur	m ²	1 200,00		
205	F/P de faux plafond en Placoplatre BA 13 suspendu par tiges d'acier galvanisé	m ²	720,00		
Sous total 200					
300	Electricité				
	Distribution secondaire				
301	gaine annelée ICD 11	ml	300		
302	gaine annelée ICD 13	ml	200		
303	gaine annelée ICD 29	ml	50		
304	Boîte ronde encastrable	u	100		
305	Distribution éclairage par câble VGV 3x1,5mm ²	ml	100		
306	Fil th 1,5mm ² bleu	ml	100		
307	Fil th 1,5mm ² rouge	ml	100		
308	Fil th 1,5mm ² vert/jaune	ml	100		
309	Fil th 1,5mm ² marron	ml	200		
310	Distribution PC par VGV 3x2,5mm ²	ml	50		
311	Fil th 2,5mm ² bleu	ml	100		
312	Fil th 2,5mm ² rouge	ml	100		



313	Fil th 2,5mm ² vert/jaune	ml	150		
314	cable coaxial television noir	ml	100		
315	Mise a la terre du bâtiment en cuivre nu diam 29mm	ml	5		
316	Barrette de coupure	u	1		
317	Piquet de terre 1,8m	u	3		
318	Accessoires de mise a la terre(th vert/jaune 6mm ² ,cheville vis n8 etc...)	ens	1		
319	Alimentation du coffret électrique en câble R2V 3G10mm ²	ens	1		
	PETIT APPAREILLAGE				
320	Interrupteur simple allumage	u	50		
321	Interrupteur simple allumage étanche	u	2		
322	Interrupteur va et vient	u	20		
323	Interrupteur double va et vient	u	10		
324	Prise de courant 2P+T 16A	u	60		
325	Prise de courant 2P+T 16A étanche	u	3		
326	Prise télévision	u	4		
327	Barrette de dominos 10 ²	u	10		
328	Barrette de dominos 16 ²	u	5		
	LUMINAIRES				
329	Réglette 1x120cm simple	u	20		
330	Réglette 1x60cm simple	u	20		
331	Globe sanitaire	u	5		
332	Applique mural	u	5		
333	lustre	u	1		
334	Lot de petites fournitures divers accessoires de pose (vis, cheville,...)	ens	1		
	COFFRET ELECTRIQUE				
335	Coffret 4 rangées de 24 modules+Porte alu pleine	u	1		
336	Interrupteur modulaire 2P 40A	u	1		
337	Répartiteur 2P 125A	u	1		
338	Interrupteur différentiel 2P x 25A - 30mA	u	1		
339	Interrupteur différentiel 2P x 30A - 30mA	u	2		
340	Disjoncteur DPN 10A	u	4		
341	Disjoncteur DPN 16A	u	6		
342	Disjoncteur DPN 32A CLIM	u	4		



343	Lot de petites fournitures et divers accessoires de câblage (goulotte, embout, collier,...)	ens	1		
Sous total 300					
400 Enduits et revêtements durs					
401	Mise en œuvre de pantex ou placoplatre au plafond	m ²	720,00		
402	Réagrèage sur murs extérieurs	m ²	720,00		
403	Plinthes pour carreaux	ml	147,36		
404	Carreaux grès cérame au sol des pièces	m ²	720,00		
405	Carreaux grès cérame au sol escalier	m ²	25,00		
406	Carreaux glycéro dans les salles d'eau	m ²	12,00		
407	Carreaux faïence pour revêtements muraux dans les salles d'eau, cuisine et buanderie	m ²	151,70		
Sous total 400					
500 Menuiserie en bois, métallique et aluminium					
501	Cadre + porte PB2 de dimensions 0,90m x 2,10 m	U	14		
502	Cadre + porte PB3 de dimensions 0,80m x 2,10 m	U	10		
503	Cadre + porte placard PLI de dimensions 1,80m x 2,60 m	U	20		
Sous total 500					
600 Plomberie et sanitaire					
601	WC complet	U	6		
602	Lavabo	U	4		
603	Porte-papier hygiénique	U	4		
604	Porte serviette type rechargeable	U	4		
605	Porte savon liquide rechargeable	U	4		
606	Tablette de lavabo	U	4		
607	Siphon au sol	U	4		
608	Robinet de puisage	U	8		
609	Robinet d'arrêt	U	8		
610	urinoir	U	4		



611	Tuyauterie d'alimentation et autres accessoires	Ens	1		
612	vidange des fosses et traitement biophile	Ens	1		
Sous total 600					
700	Peinture				
701	Enduit lisse au plafond	m ²	720,00		
702	Peinture au plafond	m ²	720,00		
703	Laquage sur des panneaux de mur intérieur	m ²	720,00		
704	Enduit lisse sur mur intérieur	m ²	720,00		
705	Peinture sur mur intérieur	m ²	720,00		
706	Peinture sur ouvrages métalliques	m ²	30,00		
Sous total 700					
B - TOTAL ETAGE 1					

ETAGE 2

100	Soudure				
101	F/P Soudure de grille de sécurité d'accès couloir et Grille anti-effraction fixe en tube carré et fer plat	Ens	1,00		
102	F/P Soudure de la main courante de l'escalier	Ens	1,00		
Sous total 100					
200	Maçonnerie - béton				
201	F/P d'enduit pelliculaire sur plafonds, avec adjuvant anti-retrait	m ²	720,00		
202	Traitement des fissures superficielles non structurelles avec un enduit de rebouchage souple et fibré	m ²	400,00		
203	Chape de scellement ciment au sol (avant carreaux) et sur dalle (avant plafond)	m ²	500,00		
204	Enduit vertical au mortier de ciment sur mur intérieur	m ²	1 200,00		
205	F/P de faux plafond en Placoplatre BA 13 suspendu par tiges d'acier galvanisé	m ²	720,00		
Sous total 200					



300	Electricité				
	Distribution secondaire				
301	gaine annelée ICD 11	ml	300		
302	gaine annelée ICD 13	ml	200		
303	gaine annelée ICD 29	ml	50		
304	Boîte ronde encastrable	u	100		
305	Distribution éclairage par câble VGV 3x1,5mm ²	ml	100		
306	Fil th 1,5mm ² bleu	ml	100		
307	Fil th 1,5mm ² rouge	ml	100		
308	Fil th 1,5mm ² vert/jaune	ml	100		
309	Fil th 1,5mm ² marron	ml	200		
310	Distribution PC par VGV 3x2,5mm ²	ml	50		
311	Fil th 2,5mm ² bleu	ml	100		
312	Fil th 2,5mm ² rouge	ml	100		
313	Fil th 2,5mm ² vert/jaune	ml	150		
314	câble coaxial télévision noir	ml	100		
315	Mise a la terre du bâtiment en cuivre nu diam 29mm	ml	5		
316	Barrette de coupure	u	1		
317	Piquet de terre 1,8m	u	3		
318	Accessoires de mise a la terre(th vert/jaune 6mm ² ,cheville vis n8 etc...)	ens	1		
319	Alimentation du coffret électrique en câble R2V 3G10mm ²	ens	1		
	PETIT APPAREILLAGE				
320	Interrupteur simple allumage	u	50		
321	Interrupteur simple allumage étanche	u	2		
322	Interrupteur va et vient	u	20		
323	Interrupteur double va et vient	u	10		
324	Prise de courant 2P+T 16A	u	60		
325	Prise de courant 2P+T 16A étanche	u	3		
326	Prise télévision	u	4		
327	Barrette de dominos 10 ²	u	10		
328	Barrette de dominos 16 ²	u	5		
	LUMINAIRES				



329	Réglette 1x120cm simple	u	20		
330	Réglette 1x60cm simple	u	20		
331	Globe sanitaire	u	5		
332	Applique mural	u	5		
333	lustre	u	1		
334	Lot de petites fournitures divers accessoires de pose (vis, cheville,...)	ens	1		
<u>COFFRET ELECTRIQUE</u>					
335	Coffret 4 rangées de 24 modules+Porte alu pleine	u	1		
336	Interrupteur modulaire 2P 40A	u	1		
337	Répartiteur 2P 125A	u	1		
338	Interrupteur différentiel 2P x 25A - 30mA	u	1		
339	Interrupteur différentiel 2P x 30A - 30mA	u	2		
340	Disjoncteur DPN 10A	u	4		
341	Disjoncteur DPN 16A	u	6		
342	Disjoncteur DPN 32A CLIM	u	4		
343	Lot de petites fournitures et divers accessoires de câblage (goulotte, embout, collier,...)	ens	1		
Sous total 300					
400 Enduits et revêtements durs					
401	Mise en œuvre de pantex ou placoplâtre au plafond	m ²	720,00		
402	Réagréage sur murs extérieurs	m ²	720,00		
403	Plinthes pour carreaux	ml	147,36		
404	Carreaux grès cérame au sol des pièces	m ²	720,00		
405	Carreaux grès cérame au sol escalier	m ²	25,00		
406	Carreaux glycéro dans les salles d'eau	m ²	12,00		
407	Carreaux faïence pour revêtements muraux dans les salles d'eau, cuisine et buanderie	m ²	151,70		
Sous total 400					
500 Menuiserie en bois, métallique et aluminium					
501	Cadre + porte PB2 de	U	14		



	dimensions 0,90m x 2,10 m				
502	Cadre + porte PB3 de dimensions 0,80m x 2,10 m	U	10		
503	Cadre + porte placard PLI de dimensions 1,80m x 2,60 m	U	20		
Sous total 500					
600	Plomberie et sanitaire				
601	WC complet	U	6		
602	Lavabo	U	4		
603	Porte-papier hygiénique	U	4		
604	Porte serviette type rechargeable	U	4		
605	Porte savon liquide rechargeable	U	4		
606	Tablette de lavabo	U	4		
607	Siphon au sol	U	4		
608	Robinet de puisage	U	8		
609	Robinet d'arrêt	U	8		
610	urinoir	U	4		
611	Tuyauterie d'alimentation et autres accessoires	Ens	1		
612	vidange des fosses et traitement biophile	Ens	1		
Sous total 600					
700	Peinture				
701	Enduit lisse au plafond	m ²	720,00		
702	Peinture au plafond	m ²	720,00		
703	Laquage sur des panneaux de mur intérieur	m ²	720,00		
704	Enduit lisse sur mur intérieur	m ²	720,00		
705	Peinture sur mur extérieur	m ²	720,00		
706	Peinture sur ouvrages métalliques	m ²	30,00		
Sous total 700					
C- TOTAL ETAGE 2					

RECAPITULATIF GENERAL

N°	DESIGNATION	EN FCFA
A	TRAVAUX PRÉPARATOIRE	
B	ETAGE 1	



C	ETAGE 2	
	MONTANT TOTAL GENERAL HT	
	TVA (18%)	
	CSS (1%)	
	MONTANT TOTAL GENERAL TTC	

PLANS ET CROQUIS



NON APPLICABLE



FORMULAIRES TYPES



F1- Modèle de soumission

Date : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

À : _____

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever conformément au Dossier d'appel d'offres et aux Spécifications techniques et plans, les Travaux ci-après : _____ ;
_____ ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : (indiquer le montant HT et TTC en lettres et en chiffres) _____ ;
_____ ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : _____

_____ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché telle que prévue dans les DPAO ;
- g) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé.
- h) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____

En date du _____ jour de _____



F2- Modèle de garantie d'offre (Garantie bancaire)

ATTENDU QUE [nom du soumissionnaire] (ci-après dénommé "le soumissionnaire") a remis une offre, en date du [date] pour l'exécution de [objet du marché] (ci-après dénommée "l'offre").

NOUS, [nom de la banque], de [nom du pays], ayant notre siège à [adresse du siège] (ci-après dénommée "la Banque"), sommes tenus à l'égard de (ci-après dénommé "le maître de l'ouvrage") pour la somme de [montant]¹, que la Banque s'engage à régler intégralement audit maître de l'ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Signé et authentifié par ladite Banque le [jour] de [mois], [année].

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

- 1) Si, après l'ouverture des plis, le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité spécifiée dans le formulaire de soumission ; ou
- 2) Si le soumissionnaire s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par le maître de l'ouvrage pendant la période de validité :
 - a) manque ou refuse de signer le contrat, s'il est tenu de le faire, conformément aux Instructions aux soumissionnaires ; ou
 - b) n'accepte pas la correction apportée au montant de l'offre.

Nous nous engageons à verser au maître de l'ouvrage un montant à concurrence du montant susmentionné, dès réception de sa première demande écrite, sans que le maître de l'ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le maître de l'ouvrage précisera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre ou toutes les deux conditions ci-dessus sont remplies, et qu'il spécifiera quelle ou quelles condition(s) a ou ont joué.

La présente garantie demeurera valable jusqu'à trente (30) jours suivant l'expiration du délai de validité des offres tel que stipulé dans les **Données Particulières de l'Appel d'Offres** ou tel que prorogé par le maître de l'ouvrage. Celui-ci n'est pas tenu de notifier ledit ou lesdits report(s) à la Banque. Toute demande relative à cette garantie devra parvenir à la Banque au plus tard à cette date.

Date _____ Signature de la Banque _____

Témoin _____ Signature _____

Adresse _____

[Signature, nom et adresse]

¹ Le soumissionnaire devra insérer le montant de la garantie en toutes lettres et en chiffres, libellé dans la monnaie du pays du maître de l'ouvrage ou un montant équivalent dans une monnaie librement convertible.



**F3- Formulaire des données sur le chiffre d'affaires
annuel moyen en travaux**

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____
Nom légal de la partie au Groupement d'Entreprise (GE) : _____ No. DAR: ____

Données sur le chiffre d'affaires annuel en travaux		
Année	Désignation des travaux	Montant
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
*Chiffre d'affaires moyen en travaux	_____	_____

*Le chiffre d'affaires annuel moyen en travaux est calculé en divisant le montant cumulé des chiffres d'affaires réalisés au cours de la période indiquée par le nombre d'années spécifié dans les données particulières de l'appel d'offres.



F4- Tableau récapitulatif de la capacité de financement du projet par l'entreprise

Dans le souci de respecter les dispositions réglementaires en matière d'exécution des marchés publics et sous la réserve que l'Etat règle dans les délais contractuels les montants dus à l'entreprise sur la base de l'avancement physique du chantier, la mobilisation de la trésorerie en vue de l'exécution des travaux se fera de la manière prévue dans le tableau ci-dessous.

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers) nécessaires pour les besoins de trésorerie liés aux travaux afférents au(x) marché(s) considéré(s), nets des engagements pris par le Soumissionnaire au titre d'autres marchés.

Source de financement	Numéro du compte bancaire	Etablissement bancaire	Montant FCFA	Noms et adresses de la personne à contacter pour vérification
1. Compte bancaire				
2. Nantissement des créances				
3. Crédit bancaire				
4. Autres				

Le Responsable de l'Entreprise

P.J. : Pièces justificatives de la déclaration (joindre l'un des formulaires ci-après rempli et signé par une banque ou toute autre pièce justificative).





F4-1 Modèle de certificat de disponibilité de liquidités

Nous, les soussignés, *[nom de la banque]*, de *[nom du pays]*, ayant notre siège à *[adresse du siège]* (ci-après dénommée “la Banque”), attestons que l’entreprise, *[nom de l’entreprise]*, client et ayant son siège social à *[adresse du siège]* (ci-après dénommée “l’Entrepreneur”), dispose dans son compte un montant en liquide net de tout autre engagement contractuel de *[insérer le montant en FCFA]* conformément aux déclarations faites dans son offre.

Fait à, le.....

Signature et cachet de l’Etablissement bancaire.



F4-2 Modèle de certificat de nantissement des créances

Nous, les soussignés, *[nom de la banque]*, de *[nom du pays]*, ayant notre siège à *[adresse du siège]* (ci-après dénommée “la Banque”), attestons que l’entreprise, *[nom de l’entreprise]*, client et ayant son siège social à *[adresse du siège]* (ci-après dénommée “l’Entrepreneur”), pourrait bénéficier d’un nantissement de ses créances à concurrence de *[insérer le montant en FCFA]* dans le cas où il se verrait attribuer le marché relatif à *[insérer l’objet du marché]* conformément aux déclarations faites dans son offre.

Fait à, le.....

Signature et cachet de l’Etablissement bancaire.



F4-3 Modèle de certificat de capacité d'endettement

Nous, les soussignés, *[nom de la banque]*, de *[nom du pays]*, ayant notre siège à *[adresse du siège]* (ci-après dénommée "la Banque"), attestons que l'entreprise, *[nom de l'entreprise]*, client et ayant son siège social à *[adresse du siège]* (ci-après dénommée "l'Entrepreneur"), pourrait bénéficier d'un crédit à concurrence de *[insérer le montant en FCFA]* dans le cas où il se verrait attribuer le marché relatif à *[insérer l'objet du marché]* conformément aux déclarations faites dans son offre.

Fait à, le.....

Signature et cachet de l'Etablissement bancaire.



F 5- Modèle de formulaire de l'expérience de l'entreprise

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____
 Nom légal de la partie au GE : _____ No. ADR: _____

Numéro de marché similaire : ____	Information		
Identification du marché	_____		
Date de début d'exécution	_____		
Date d'achèvement	_____		
Rôle dans le marché	<input type="checkbox"/> Entrepreneur	<input type="checkbox"/> Ensemblier	<input type="checkbox"/> Sous-traitant
Montant total du marché	_____		FCFA _____
Dans le cas d'une participation à un GE ou à une sous-traitance, préciser la part au montant total du marché	_____ %	_____	FCFA _____
Nom du Maître d'Ouvrage :	_____		
Adresse :	_____ _____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____		
Adresse électronique :	_____		

NB: joindre les documents justificatifs suivants par projet :

- copie du marché (notamment les pages du rapport de présentation et de signature y compris le tableau récapitulatif des prestations exécutées) ;
- copie du PV de réception ou de l'attestation de bonne fin/bonne exécution.





F6- Modèle de formulaire de la situation financière

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date : _____

Nom légal de la partie au GE : _____ No. DAR: ____

A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d'un GE, par chaque partie.

Données financières	Antécédents pour les trois (3) dernières années				
			Année 200...	Année 200...	Année 200...
Information du bilan					
Total actif (TA)					
Total Dettes (TD)					
Fonds Propres (FP)					
Actif circulant (AC)					
Passif circulant (PC) ou Dettes à court terme (DCT)					
Ressources stables					
Capitaux propres					
Dettes client					
Fonds de Roulement (FR)					
Information des comptes de résultats					
Chiffre d'affaires TTC					
Bénéfice avant impôts (BAI)					
Capacité de financement générée par les activités opérationnelles					

F9- Modèle de certificat de visite de site

Je soussigné....., atteste par la présente que Monsieur/
Madame....., représentant de l'entreprise.....a effectué

DAO réhabilitation du bâtiment « le Président »

102



une visite des lieux relative aux travaux de....., conformément au dossier d'appel d'offres
n°.....

Fait à, le.....

Nom et cachet du signataire.....



- On trouvera ci-après les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions suivantes :
- Ils doivent refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au GE, et non pas celle de la maison-mère ou de filiales
 - Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé
 - Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
 - Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)

F7- Modèle de formulaire de la disponibilité du matériel

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé afin d'établir qu'il a la possibilité de mobiliser le matériel clé dont la liste figure dans les Données Particulières de l'Appel d'Offres. Un formulaire distinct sera préparé pour chaque pièce de matériel figurant sur la liste, ou pour du matériel de remplacement proposé par le Soumissionnaire.

Désignation matériel:		
Renseignement sur le matériel	Nom du fabricant :	Modèle et puissance :
	Capacité:	Année d'acquisition :
	Nombre d'heures/ kilométrage :	Année de première mise en service :
Position courante	Localisation présente :	
	Détails sur les engagements courants :	
Statut	Indiquer le statut du matériel <input type="checkbox"/> en possession <input type="checkbox"/> en location <input type="checkbox"/> en location vente <input type="checkbox"/> fabriqué spécialement	
Provenance/ origine	Indiquer la provenance du matériel	

Renseignements complémentaires pour matériels en location, en location vente ou fabriqué spécialement.

Propriétaire	Nom du Propriétaire :	
	Adresse du Propriétaire :	
	Téléphone :	Nom et titre de la personne à contacter :



	Télécopie :	E-mail :
Accords	Détails de la location / location-vente / accord de fabrication :	



F8- Modèle de formulaire du personnel proposé

Poste	Nom	Années d'expérience (en général)	Années d'expérience dans le poste envisagé
Directeur de projet ou directeur des travaux			
Responsable hygiène sécurité environnement (HSE)	_____	_____	_____
Géotechnicien	_____	_____	_____
Géomètre/Topographe	_____	_____	_____
Chef de chantier			
Chefs d'équipes	_____	_____	_____
	_____	_____	_____
	_____	_____	_____
etc.			



F10- Modèle de Formulaire de déclaration de consentement des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires aux marchés publics

Je soussigné, (**noms – prénoms**)..... en ma qualité de bénéficiaire effectif de l'entreprise.....(**dénomination de l'entreprise**)..... donne mon libre consentement pour la collecte de mes nom(s), prénom (s) et nationalité dans le cadre du marché relatif à..... (**objet du marché**) et leur publication en ligne en cas d'attribution.

Ce formulaire dûment renseigné, signé, cacheté et daté doit être impérativement transmis à la Direction Générale des Marchés Publics ; ce, conformément aux dispositions de **l'arrêté n°032-22/MER/MBCP** du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour les entreprises titulaires.

En foi de quoi la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Libreville, le.....

(Noms- Prénoms et signature)

En cas de fausse déclaration, le signataire du présent formulaire est passible de sanctions pénales et administratives prévues notamment par le Code Pénal et celui des Marchés Publics.



F11- Modèle de Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs

Le présent formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs doit être rempli par tout soumissionnaire aux marchés publics, quelle que soit la procédure d'attribution.

NB : Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le Soumissionnaire doit fournir un formulaire séparé pour chacun des partenaires. Les renseignements donnés dans ce formulaire doivent être à jour à la date de fourniture.

Pour les besoins de ce formulaire, il convient de rappeler que conformément à l'**arrêté n°032-22/MER/MBCP du 17 juin 2022 fixant les modalités de collecte des données personnelles auprès des bénéficiaires effectifs des entreprises soumissionnaires des marchés publics et de publication en ligne pour le entreprises attributaire**, on entend par « bénéficiaires effectifs » la ou les personnes physiques ou morales qui en dernier lieu possèdent ou contrôlent une personne morale ou une construction juridique :

- i. *Parce qu'elles détiennent directement ou indirectement au moins 25% des actions ou au moins 25% des droits des votes ;*
- ii. *Parce qu'elles détiennent directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du soumissionnaire ;*
- iii. *Parce qu'elles exercent un contrôle sur le soumissionnaire par tout autre moyen.*

AOIO/AOIR/AON/ ED no :(insérer le numéro de l'AO ou de l'ED)

A : insérer le nom complet de l'acheteur ou de l'autorité contractante

En réponse à cette exigence de déclaration des bénéficiaires effectifs, nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci- après :

Nom (s), prénom (s) et nationalité du (des) bénéficiaire (s) effectif(s) :.....(insérer le (s) nom (s) du (des) bénéficiaire (s) effectif (s) et joindre une pièce d'identité pour chaque bénéficiaire effectif Identité : CNI ou Passeport).

Détails sur le(s) bénéficiaire(s) effectif(s)

Identité du/des bénéficiaire(s) effectif(s)	Détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions/des droits de vote (Oui / Non)	Détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du soumissionnaire (Oui /Non)	Exerce un contrôle sur la société par tout autre moyen. (Oui /Non) (si oui, préciser lequel)
(Insérer le nom complet, la nationalité)			



--	--	--	--



Nom du Soumissionnaire : (Insérer le nom complet du soumissionnaire)

Nom de la personne autorisé à signer au nom du Soumissionnaire :(insérer le titre/capacité complet de la personne signataire)

En tant que : (indiquer la capacité du signataire)

Signature de la personne nommée ci- dessus :(insérer la signature de la personne dont le nom et la qualité sont indiqués ci- dessus)

En date du _____ **jour de** _____ **(insérer le mois) (insérer l'année**

En cas de fausse déclaration, le signataire du présent formulaire est passible de sanctions pénales et administratives prévues notamment par le Code Pénal et celui des Marchés Publics.



F12- Modèle de Formulaire d'accusé de réception du formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs

Je soussigné, **Directeur Général des Marchés Publics** accuse réception, des données personnelles des bénéficiaires effectifs de la société (**Dénomination/Raison sociale**).....

.....
.....

Domiciliée à (adresse du siège social).....

.....

Représentée par (Nom et qualité au sein de l'entreprise).....

.....
.....

Candidat au marché relatif

.....

.....

La société a déposé dans nos services, les noms, prénoms et nationalités de ses bénéficiaires effectifs qui ont, par la même occasion, marqué leur libre consentement pour la collecte de ces information et leur publication en ligne, au cas où elle serait attributaire dudit marché.

En foi de quoi, le présent accusé de réception, est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Libreville, le.....



F10- Sous – détail de prix unitaire

Entreprise :

N° du prix	Unité	Quantité

DESIGNATION DU PRIX :

COMPOSANTES DU PRIX																
N°	Désignation	U	Coûts Unitaires établis d'après les sous-détails de coûts				Dépenses matériel			Dépenses matériaux			Dépense Main d'œuvre CFA 15	Décomposition Prix Unitaires		
			CFA 5	Taxes 6	Total 7	Qté 8	CFA 9	TAXES 10	TOTAL 11	CFA 12	TAXES 13	TOTAL 14		CFA 9+12+15	TAXES 10+13	TOTAL
	<u>Matériel</u>															
	<u>Main-d'œuvre</u>															
	<u>Matériaux</u>															
RENDEMENT R			Total des Déboursés D :													



COEFFICIENT	k1		Prix Unitaire = K1 x D/R :			
-------------	----	--	----------------------------	--	--	--



Note explicative : cadre de sous-détail des prix

1. Calcul du coefficient de majoration des déboursés k1 ;
2. cadre de liste des catégories de main d'œuvre nationale ;
3. cadre de liste des matériels avec sous-détail des coûts de facturation admission temporaire – demande d'avance ;
4. cadre de liste des matériaux avec sous-détail des coûts de facturation prix en approvisionnement.

SOUS – DETAIL DES PRIX

1. Tous les calculs sont menés, HTVA (Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée) ;
2. Dans le sous-détail de Prix, tous les coûts seront portés dans les colonnes :

« FCFA / TAXES / TOTAL »

De la rubrique « Coûts Unitaires » établis par les sous détails des coûts devront être calculés dans les :

- liste des catégories de main-d'œuvre
- liste des matériels ;
- liste des matériaux.

Les « composantes du prix » figurant au sous-détail de prix seront identifiées par le même numéro d'ordre que celui les identifiant sur la liste respective (main-d'œuvre, matériel et matériaux), servant au calcul de leurs coûts de facturation.

Toute composante portée sur un sous-détail de prix devra avoir fait l'objet d'un calcul de coût de facturation dans l'une des trois listes correspondant à sa nature (main-d'œuvre, matériels et matériaux).

3. Le sous-détail des Prix Unitaires sera présenté conformément aux modèle et exemple de la page suivante.

Le calcul sera mené pour l'atelier type ou l'équipe de mise en œuvre dont le rendement (journalier ou horaire) à la valeur « R »



1- COEFFICIENT DE MAJORATION DES DEBOURSES « k₁ »

Prix de règlement = Déboursés x k₁

Formule à utiliser pour le calcul du coefficient de majoration de déboursés k₁.

$$k_1 = \frac{(1+A_1)(1+A_2)}{1-A_3(1+T)} \quad A_i \text{ et } T \text{ en } \%$$

k₁ : sera arrondi à la deuxième décimale par défaut. Les différents paramètres de cette formule sont définis dans le tableau ci-dessous.

T : est le taux de la taxe sur la Valeur Ajoutée qui est de 18 % pour les marchés de travaux.

ORIGINE DES FRAIS	DECOMPOSITION A L'INTERIEUR DE CHAQUE CATEGORIE DE FRAIS	INDICE DE COMPOSTION DE CATEGORIE
Frais généraux proportionnels aux déboursés	<ul style="list-style-type: none"> - Frais d'agence et patente - Frais de chantier - Frais d'études et de Laboratoire - Assurance 	a1 a2 a3 a4 A1
Bénéfice brut et frais financiers proportionnels au prix de revient	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéfice net et impôts sur le bénéfice - Aléas techniques - aléas de révision des prix - frais financiers 	a5 a6 a7 a8 A2
Frais proportionnels au prix de règlement y compris TVA	Frais de siège	a9 A3

$$A_1 = a_1 + a_2 + a_3 + a_4$$

$$A_2 = a_5 + a_6 + a_7 + a_8$$

A₃ = a₉ est nul dans le cas d'une entreprise ayant son siège social au Gabon

On entend par :

1. Frais de chantier : tous les éléments tels que :

- salaires, charges, indemnités, frais de déplacement, etc. du personnel d'encadrement expatrié ;
- logements de chantier, mobiliers, installations diverses non comprises dans le forfait « installation de chantier ». Tout ce qui touche au cautionnement, aux distributions de fluide, aux matériels pour usage général du chantier.

2. Frais d'étude et de Laboratoire : tous les éléments tels que :

- frais de conception et d'élaboration des projets d'exécution des ouvrages ;
- frais de laboratoire au titre des essais de convenance, d'agrément, de contrôle.

3. Aléas de révision des prix

tout élément rémunérant les aléas dus à la révision des prix (absence de paramètres ou répartitions défectueuses des indices dans les formules contractuelles de révision).

2- LISTE DES CATEGORIES DE MAIN-D'ŒUVRE
(NATIONALE)

Sous-détail des coûts de facturation

N° d'ordre	Désignation	Éléments de salaire	Charges sociales et divers	Coûts de facturation dans les sous-détails de prix unitaires	Observations

3- LISTE DES MATERIELS

1. Tous les matériels prévus pour les travaux devront être identifiés et faire l'objet de calcul de coût de facturation ;
2. Dans le cas de matériels en location à un tiers, autres que ceux du soumissionnaire, le coût de la location sera indiqué en partie « A » en F CFA ;
Si, par exemple, la location exclut les carburant et la main-d'œuvre de conduite, le soumissionnaire indiquera en « B » et « D », dans les colonnes correspondantes, les coûts qu'il aura lui-même à supporter en plus du coût de la location.
3. Les taxes demandées en « A » et « C » concernent les taxes payées directement par le soumissionnaire lors d'une importation par lui-même, et non dans le cas d'achat au commerce local.

Sous détail des coûts horaires de facturation des matériels
 Admission temporaire
 Demande d'avance

Identification des matériels									A = Coûts Horaires Amortissement (ou location)					B = Coûts horaires des carburants				
N° ordre	Désignation/Marque/Type/ N° de série/N° d'immatriculation	Situation actuelle	Date disponibilité	Moyen acheminement	Est à l'entreprise	A acquérir pays	A louer	Admission temporaire		Elements de calcul				Coûts Horaires			essence	Gasoil
								oui	non	Date achat	Valeur initiale	Calcul de l'amortis. sur	Valeur de l'amort.	FCFA	Taxes	Total	F CFA	F CFA

C = Coûts horaires pièces d'usure, maintenance et fournitures d'atelier			D = Coûts horaires de la main d'oeuvre			Coûts horaires de facturation dans les sou-détails de prix unitaire				Demande d'avance sur Matériel lourds à acquérir		
F CFA	taxes	Total	Atelier FCFA	Conduite F CFA	Total F CFA	Total coûts en F CFA	Total coûts des Taxes	Coût Total	H	F CFA	Taxes	Total



4- LISTE DES MATERIAUX

1. Les taxes demandées sont celles payées directement par le soumissionnaire lors d'une importation par lui-même et non dans le cas d'achat ou commerce local.
2. Dans le cas, les coûts d'achat seront portés intégralement dans la colonne « F CFA ».
3. Tous les matériaux ou fournitures qui entrent en « composante » dans un sous-détail de Prix Unitaire, devront figurer sur cette liste avec le calcul de leurs coûts de facturation.



LISTE DES MATERIAUX A METTRE EN ŒUVRE

- Sous détail des coûts de facturation
- Prix en approvisionnement

N° ordre	Désignation et Type	U	Coûts d'achat ou de préparation	Droits et taxes	Frais d'aménée sur Chantier	Coûts de facturation dans les sous-détails de prix unitaires			Prix en approvisionnement			
			FCFA		FCFA	F CFA	Taxes	Total	F CFA	Taxes	Total	



--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ANNEXES :
exemple de calcul d'un prix
unitaire



EXEMPLE DE DETERMINATION DU COEFFICIENT DE MAJORATION DE L'ENTREPRISE
(COEFFICIENT DE VENTE)

N°	FRAIS D'ENTREPRISE		EN %
a1	Frais généraux proportionnels aux déboursés	Frais d'agence et patente	6,00
a2		Frais de chantier	14,50
a3		Frais d'études et de laboratoire	3,50
a4		Assurances	0,60
		(en % du déboursé sec) COEFFICIENT A1= a1+a2+a3+a4	24,60
a5	Bénéfice brut et frais financiers proportionnels au prix de revient	Bénéfice net d'impôts sur le bénéfice	3,00
a6		Aléas techniques	1,00
a7		Aléas de révision de prix	1,00
a8		Frais financiers	0,50
		(en % du prix de revient) COEFFICIENT A2= a5+a6+a7+a8	5,50
a9	Frais proportionnels aux prix de règlement y compris la TVA	Frais de siège	0,00 Entreprise ayant son siège social au Gabon
		COEFFICIENT A3= a9	0,00

$$\text{COEFFICIENT DE VENTE} = K1 = \frac{(1+A1) (1+A2)}{1-A3 (1+TVA)} = \frac{(1+0,246) (1+0,055)}{1-0,00 (1+0,18)} = 1,31 \text{ d'où}$$

K1= 1,31

EXEMPLE DE LISTE DES CATEGORIES DE MAIN-D'ŒUVRE
(NATIONALE)

Sous-détail des coûts de facturation

N° d'ordre	Désignation	Éléments de salaire	Charges sociales et divers	Coûts de facturation dans les sous-détails de prix unitaires	Observations
1	Chef d'équipe (C.E)	2937	1452	4389	
2	Ouvrier qualifié (O.Q)	2321	1144	3465	
3	Manoeuvres (M.O)	973	237	1210	

Exemple de sous détail des coûts horaires de facturation des matériels

Identification des matériels									A = Coûts Horaires Amortissement (ou location)						B = Coûts horaires des carburants			
N° ordre	Désignation/Marque/Type/N° de série/N° d'immatriculation	Situation actuelle	Date disponibilité	Moyen acheminement	Est à l'entreprise	A acquérir pays	A louer	Admission temporaire		Elements de calcul (en millions FCFA)				Coûts Horaires			essence	Gasoil
								oui	non	Date achat	Valeur initiale	Calcul de l'amortis. sur	Valeur de l'amort.	FCFA	Taxes	Total	F CFA	F CFA
1	Baby dumper	Neuf	Mars 06	Bateau	X				X	06	13	3 ans	4,35	16975	525	17500		4060
2	Vibreux béton	Neuf	Mars 06	Bateau	X				X	06	3,5	3 ans	1,16	7921,63	245	8166,63		1015
3	Bétonnière	Neuf	Mars 06	Bateau	X				X	06	7	3 ans	2,32	39608,67	1225	40833,67		1015
4	Camion CLR230	Cameroun	Mai 06	Bateau	x				x	04	43,5	1	14,49	22717,41	702,61	23420,02		2436

C = Coûts horaires des pièces d'usure de maintenance et fournitures d'atelier				D = Coûts horaire de la main d'oeuvre			Coûts horaires de facturation dans les sou-détails de prix unitaire					Demande d'avance sur Matériel lourds à acquérir		
N° ordre	Désignation/Marque/Type/N° de série/N° d'immatriculation	F CFA	taxes	Total	Atelier FCFA	Conduite F CFA	Total F CFA	Total coûts en F CFA	Total coûts des Taxes	Coût Total	H	F CFA	Taxes	Total
1	Baby dumper	476,8	58,9	535,71	360,7	3465	3825,7	25337,5	583,9	25921	j			
2	Vibreux béton	222,5	27,5	250	168,3	3465	3633,3	12792,5	272,5	13065	j			
3	Bétonnière	1112,5	137,5	1250	841,7		841,7	42577,5	1362,5	43940	j			
4	Camion CLR230	2908,5	359,5	3268	533,8	3465	3998,8	32061,1	1062,1	33123	h			

Exemple de sous-détail des coûts horaires de facturation des matériaux

N°	Désignation et Type	U	Coûts d'achat ou de préparation	Droits et taxes	Frais d'aménée sur Chantier	Coûts de facturation dans les sous-détails de prix unitaires			Prix en approvisionnement		
			FCFA		FCFA	F CFA	Taxes	Total	F CFA	Taxes	Total
1	Ciment	T	59322		14920	74242		74 242			
2	Gravier 5/15, 15/25	T	12744,16		2116	14860		14860			
3	Sable	M ³	5000		1200	6200		6200			
4	Coffrage bois	M ²	6500		400	6900		6900			



Exemple de calcul du prix unitaire d'un béton C250 à 250 kg/m³

SOUS – DETAIL DE PRIX UNITAIRE

Entreprise : **XX**

N° du prix	Unité	Quantité
06	M³	120

DESIGNATION DU PRIX : Béton C250 dosé à 250 kg/m³

COMPOSANTES DU PRIX

N°	Désignation	U	Coûts Unitaires établis d'après les sous-détails de coûts			Qté	Dépenses matériel			Dépenses matériaux			Dépense Main d'œuvre CFA 17	Décomposition Prix Unitaires		
			CFA 5	Taxes 6	Total 7		CFA 9	TAXES 10	TOTAL 11	CFA 12	TAXES 13	TOTAL 14		CFA 9+12	TAXES 10+13	TOTAL
Matériel																
3	Bétonnière	j	42577	1363	43940	0,5	21289	681	21970					21289	681	21970
1	Baby dumper	j	25337	584	25921	0,5	12669	292	12961					12669	292	12961
2	Vibreux béton	j	12793	273	13065	0,5	6396	136	6533					6396	136	6533
4	Camion	h	32061	1062	33123	2	64122	2124	66246					64122	2124	66246
Main-d'œuvre																
1	C.E	h	4389		4389	10							43890	43890		43890
2	O.Q	h	3465		3465	20							69300	69300		69300
3	M.O	h	1210		1210	40							48400	48400		48400
Matériaux																
1	Ciment	T	74242		74242	1,5				111363		111363		111363		111363
2	Gravier 5/15,15/25	T	14860		14860	6,57				97631		97631		97631		97631
3	Sable	M ³	6200		6200	2,53				15686		15686		15686		15686
4	Coffrage bois	M ²	6900		6900	4,4				30360		30360		30360		30360
RENDEMENT		R	6 m³ / j							Total des Déboursés D :				521106	3233	524340
COEFFICIENT		k1	1,31							Prix Unitaire = K1 x D/R :				113774	706	114480

